

UNIVERSITÉ PALACKÝ D'OLOMOUC

FACULTÉ DES LETTRES

Les investissements français en République tchèque

Mémoire de Master

Auteur: Bc. Petra Havatá

Directeur du mémoire : Doc. Mgr. Jaromír Kadlec, Dr.

OLOMOUC 2013

Déclaration

Je déclare sur l'honneur avoir rédigé le mémoire de master « Les investissements français en République tchèque » sous la responsabilité du directeur de mémoire et avoir cité toutes les sources d'informations disponibles.

Olomouc, le 24 avril 2013

Signature:

Remerciement

Je tiens à remercier à toutes les personnes qui m'ont apporté leur aide et ainsi contribué à la réalisation de ce mémoire.

Sommaire

L'introduction.....	1
1 Les investissements directs étrangers	4
1.1 Théorie et enjeux de l'investissement direct étranger	4
1.1.1 La notion de l'investissement direct à l'étranger.....	4
1.1.2 La division de l'investissement direct à l'étranger.....	6
1.2 La localisation de l'IDE.....	9
1.2.1 Les facteurs de flux d'IDE	9
1.3 Les impacts potentiels de l'investissement direct étranger	11
1.3.1 Les effets positifs de l'IDE	12
1.3.2 Les effets négatifs de l'IDE	13
2 La France et ses relations avec la République tchèque.....	15
2.1 La caractéristique économique de la France	15
2.2 La France et ses investissements étrangers.....	16
2.3 Les relations commerciales entre la République tchèque et la France	18
3 La République tchèque.....	21
3.1 La caractéristique économique.....	21
3.1.1 Le commerce extérieur	23
3.2 Les investissements étrangers directs	25
3.2.1 L'évolution de flux d'investissements directs étrangers.....	25
3.3 La réglementation législative de l'investissement étranger	28
3.3.1 Le système d'incitations à l'investissement.....	28
3.3.2 Le cadre institutionnel pour la fourniture d'incitations à l'investissement.....	31
3.4 L'analyse de l'environnement d'investissement tchèque	34
3.4.1 Les facteurs motivant les entrées d'IDE en République tchèque	39
4 Les investissements français en République tchèque.....	41
4.1 Le développement des investissements français en République tchèque	41
4.1.1 Le développement des IDE français en termes de flux.....	43
4.2 La structure sectorielle et régionale des IDE français.....	45
4.2.1 La structure sectorielle des IDE français	45
4.2.2 La structure régionale des IDE français.....	46
4.3 L'utilisation des incitations à l'investissement des investisseurs français.....	47
4.4 L'appui institutionnel	49
4.5 Les entreprises françaises en République tchèque.....	50

4.5.1	La caractéristique des entreprises françaises dans divers secteurs	52
4.5.2	Les options pour la poursuite du développement des IDE français.....	60
	Résumé.....	62
	Závěr.....	65
	Bibliographie	68
	Liste des tableaux.....	72
	Liste des graphiques.....	72
	Liste des abréviations.....	73
	Liste des annexes	74

L'introduction

Le monde d'aujourd'hui peut être considéré comme très mondialisé. La mondialisation est le résultat de changements dans différents domaines de la société qui ont engendré de nos jours un monde beaucoup plus connecté. Les changements, toutefois, ne fonctionnent pas dans tous les pays de la même manière, et le monde est un endroit très diversifié, où chaque économie peut bénéficier d'avantages comparatifs spécifiques. Une des caractéristiques de la mondialisation est l'importance croissante des entreprises multinationales qui sont constamment à la recherche de nouvelles zones pour les prises d'investissement et d'acquisition de nouvelles ressources. Surtout, les marchés occidentaux sont déjà saturés, par conséquent les entreprises multinationales doivent orienter leurs investissements directs étrangers vers d'autres régions du monde dans lesquelles elles pourraient tirer un avantage concurrentiel.

Les investissements directs étrangers et les sociétés multinationales sont le moteur de l'économie mondiale. L'économie tchèque est l'une des économies les plus ouvertes du monde et le commerce international, qui comprend les investissements directs étrangers des entreprises multinationales, est très important pour la République tchèque.

La République tchèque lors des années 1990 a dû faire face aux nouveaux facteurs économiques et nombreux phénomènes qui ont commencé à affecter son économie. Il y eut l'ouverture des frontières et l'abolition de toutes les barrières politiques qui avaient empêché le transfert des capitaux entre l'Ouest et le bloc de l'Est. Grâce à cela, l'afflux de capitaux étrangers et les investissements directs étrangers ont commencé depuis la seconde moitié des années 90 et ont constamment augmenté. En République tchèque ainsi que dans d'autres anciens pays communistes, de plus en plus d'entreprises de différents pays du monde sont entrées avec leurs investissements. Avec la Pologne et la Hongrie, la République tchèque est rapidement devenue le plus grand bénéficiaire des investissements étrangers directs parmi les économies en transition.

La République tchèque dispose d'un certain nombre de principaux partenaires commerciaux et sur le long terme, le principal reste la France. Les relations tchéco-françaises ont toujours été positives, non seulement dans le domaine social et culturel,

mais aussi dans la sphère économique. En République tchèque, il existe aujourd'hui un certain nombre d'organisations, concentrant leurs activités sur la promotion et le développement des relations mutuelles. Les entreprises françaises sont actuellement parmi les investisseurs les plus importants dans le pays. Les entreprises à participation française peuvent être trouvées non seulement dans de nombreuses industries, mais aussi de plus en plus dans les services.

L'objectif de cette thèse est d'analyser et d'évaluer l'évolution et la situation actuelle des investissements français et d'explorer la présence des entreprises françaises en République tchèque. La thèse a été structurée de manière à permettre d'établir progressivement des idées de base sur la position importante de la France, les relations commerciales franco-tchèques, le développement, les hypothèses et les implications des changements dans le contexte de l'IDE et en particulier la présence des investisseurs français en République tchèque. Ce mémoire est divisé en quatre parties principales.

Dans le premier chapitre sont présentés des fondements théoriques qui portent sur la question de l'investissement direct étranger (IDE). La définition du terme IDE est la première condition pour comprendre le sujet. Les IDE sont ensuite divisés selon différents critères et leur développement historique est décrit par les théories de localisation. Assez d'espace est consacré aux facteurs de localisation qui ont un impact majeur sur les décisions des investisseurs et leurs impacts sur l'économie du pays d'accueil.

Le chapitre suivant est consacré à la France et ses relations avec la République tchèque. On s'intéresse aux motifs de l'entrée de l'investisseur français dans l'environnement d'investissement tchèque, en conséquent la situation économique de la France est décrite, ainsi que ses activités commerciales avec la République tchèque et les accords mutuels conclus.

Le troisième chapitre décrit la situation globale des IDE en République tchèque. Il s'agit de la méthode d'analyse des données statistiques disponibles. En raison de l'importance de l'examen de la question dans le contexte du développement économique du pays, l'attention est focalisée sur la caractéristique économique du pays et sur son commerce extérieur. Ensuite l'attention est centrée sur le développement de l'IDE dans le pays. Une partie essentielle de ce chapitre consiste en l'examen du système d'incitations à l'investissement en République tchèque. Dans la dernière partie de ce

chapitre on identifie les facteurs généraux qui motivent les investisseurs étrangers de placer des investissements dans le pays.

Le quatrième chapitre est la partie la plus importante de ce mémoire, parce que l'accent est mis sur les investissements français en République tchèque. Ce chapitre donne un large aperçu des investissements français dans le pays. Nous avons d'abord examiné le développement en termes de flux, le développement du volume des investissements et leur structure sectorielle et régionale. Le chapitre suivant traite de l'utilisation d'incitations à l'investissement par les entreprises françaises et l'appui institutionnel de l'investissement français. La dernière partie de ce travail présente les plus importants investissements directs français et les entreprises françaises en République tchèque, ainsi que leurs caractéristiques selon divers secteurs.

1 Les investissements directs étrangers

Les investissements directs étrangers jouent un rôle important dans le processus de développement économique du pays. L'activité des investisseurs étrangers à long terme est considérée comme un élément qui généralement contribue à la croissance économique saine et durable. Dans la première partie, nous définirons d'abord la notion d'investissement direct étranger, y compris sa division. Ensuite, nous mentionnerons brièvement les théories de localisation et, plus largement, les facteurs de localisation et les impacts sur le pays d'accueil. Cette introduction nous permettra de présenter la problématique de l'investissement étranger direct.

1.1 Théorie et enjeux de l'investissement direct étranger

1.1.1 La notion de l'investissement direct à l'étranger

Ce premier chapitre est destiné à présenter un cadre analytique des investissements directs étrangers. Commençons tout d'abord par la définition d'investissement direct étranger (IDE). L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ou la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) définissent l'IDE comme l'action d'un investisseur, basé dans un pays donné (pays d'accueil), avec l'intention de gérer les IDE.¹

Autrement dit, c'est au niveau du pouvoir de gestion que nous distinguons un investissement direct d'un investissement en portefeuille. Les investissements en portefeuille sont constitués des titres financiers, c'est-à-dire les obligations, les actions et les autres titres qui conservent un caractère de placement sans objectif de participation à la gestion. Ils sont effectués par des particuliers, des entreprises ou des services publics, concernent les souscriptions publiques et les emprunts sur le marché des capitaux privés.² Par contre, en plus de réaliser des bénéfices, les investissements

¹ *Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux*. 2008, Quatrième Edition. Dostupné z: <http://www.oecd.org/fr/industrie/investissementinternational/statistiquesetanalysesdelinvestissement/40632182.pdf>

² BERTRAND, Bellon; RHIDA, Gouia: *Investissements directs étrangers et développement industriel méditerranéen*. Paris: Economica, 1998. ISBN 271783561X.

directs cherchent à acquérir ou à élargir les relations économiques stables entre l'investisseur d'un pays et l'entreprise résidente d'un autre pays.

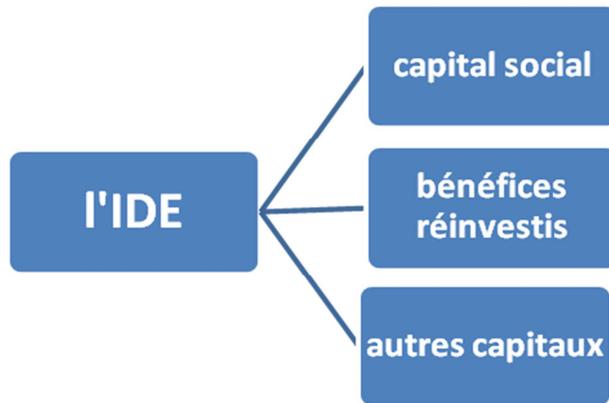
L'entreprise devient multinationale lorsqu'elle effectue un investissement direct à l'étranger. Les IDE sont associés à des relations à long terme, basées sur l'actionnariat et le contrôle des entreprises (des filiales ou des organisations affiliées).

La définition de l'investissement direct étranger a été progressivement harmonisée dans le cadre de l'intégration de la République tchèque dans les structures internationales. Sa définition précise est fournie par la Banque Nationale Tchèque (CNB) et également réglementée par la loi sur les devises 219/1995 Sb. Ce texte est donc compatible avec la façon dont sont les IDE définis par l'OCDE, l'EUROSTAT et le FMI.

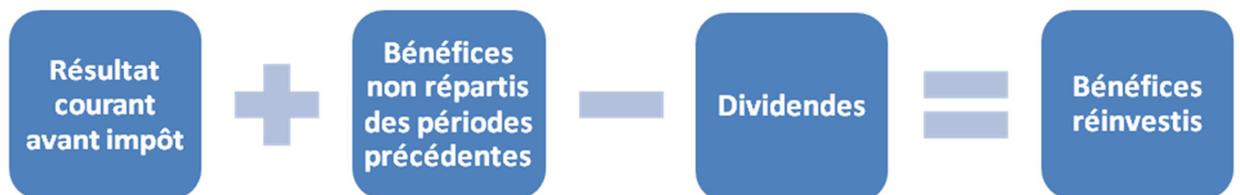
Les investissements directs étrangers reflètent l'intention d'un résident d'une économie (l'investisseur direct) d'obtenir une participation permanente dans une entité qui est un résident d'une économie autre que l'économie d'investisseur (l'investissement direct). Une participation permanente implique l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'investissement direct et aussi qu'une influence significative sur la gestion de l'entreprise. L'investissement direct comprend aussi bien l'opération initiale entre les deux entités que toutes les opérations en capital entre eux et entre les organisations affiliées, enregistrées ou non au registre du commerce. L'entreprise est définie comme : une société enregistrée ou non au registre du commerce, dans laquelle un investisseur étranger détient au moins 10% des actions ou des droits de vote d'une société inscrite ou un équivalent de l'entreprise non-inscrite.³

³ ČNB. *Přímé zahraniční investice za rok 2010* [online]. [cit. 2013-02-10]. Dostupné z: http://www.cnb.cz/miranda2/export/sites/www.cnb.cz/cs/statistika/platebni_bilance_stat/publikace_pb/pzi/PZI_2010_CZ.pdf

Banque nationale tchèque définit successivement de manière plus détaillée les composantes de l'IDE, qui sont la somme de fonds propres, des bénéfices réinvestis et des autres capitaux.



Le capital social comprend les contributions des non-résidents au capital social de la société. Les bénéfices réinvestis représentent la participation de l'investisseur direct proportionnellement à la part sociale) sur le résultat économique de la société non distribués sous forme de dividendes.



Les autres capitaux comportent les prêts reçus et fournis, y compris les titres de créance et le crédit fournisseur, entre les investisseurs directs et leurs filiales, sociétés affiliées et sociétés associées.

1.1.2 La division de l'investissement direct à l'étranger

L'une des formes d'IDE est l'investissement « greenfield » - la création d'une filiale entièrement nouvelle. Dans ce cas, l'investissement direct se matérialise par l'installation de nouveaux moyens de production et le recrutement de nouveaux employés. Son principal avantage réside dans le fait que l'investisseur étranger peut créer une société exactement selon ses critères et son besoin, aussi bien en termes de

technique et d'architecture qu'en termes de culture d'entreprise. Ces investissements sont cependant coûteux en temps.

Une autre façon de prendre le contrôle sur le destinataire des investissements, est la fusion et l'acquisition. Ces deux notions sont souvent présentées ensemble, puisqu'elles sont fondées sur la même base - les différents aspects du rachat d'une entreprise par une autre entreprise, dans les domaines de finance d'entreprise, de stratégie d'entreprise et de gestion d'opérations financières. Dans le cas d'une fusion se produit l'absorption ou l'association, dans le cas de l'acquisition se produit la prise de contrôle d'une société par une autre. La principale différence entre elles réside dans la nature de ce lien. Les acquisitions ont un caractère plutôt hostile et se caractérise par la proposition unilatérale de l'une des entreprises aux actionnaires de l'autre. En revanche, les fusions sont définies comme des opérations amicales caractérisées par l'accord entre les directions des deux entreprises avant de soumettre le projet aux actionnaires. On distingue différents types de fusions en fonction des motifs qui les justifient. Les fusions peuvent prendre la forme de l'intégration horizontale (l'association des entreprises du même secteur et du même niveau), de l'intégration verticale (sociétés du même secteur, mais à des niveaux différents) ou de conglomérats (les groupes d'entreprises qui se forment sur la base de considérations financières pour une raison de diversification). Les fusions et acquisitions constituent un outil utilisé par les entreprises dans le but d'accroître leurs activités économiques et d'augmenter leur profit.

L'une des autres formes est appelée une coentreprise (joint-venture). C'est un accord entre plusieurs entreprises qui acceptent de poursuivre ensemble un but précis pour une durée limitée.

Les cas précédents sont les choix les plus populaires des investisseurs directs étrangers. Les IDE peuvent être classés selon plusieurs autres critères. Ces critères offre Srholec (2004), les IDE sont divisés en quatre groupes principaux.⁴ Leur structure est représentée dans le tableau 1.1 ci-dessous.

⁴ SRHOLEC, Martin: Přímé zahraniční investice v České republice. Teorie a praxe v mezinárodním srovnání. 1. vydání. Praha: Linde, 2004. ISBN 80-86131-52-1.

Tableau 1.1 : Les formes de l'IDE

Définition principale	Formes de l'IDE	Caractère principal
Niveau de contrôle	Société avec participation minoritaire étrangère (associate)	La proportion de 10 à 50% du capital ou des droits de vote
	Société sous contrôle étranger (subsidiary)	Contrôle d'actionariat
Motif d'entrée	Recherche des marchés (market-seeking)	L'objectif est d'augmenter la part de marché et de réduire le coût de son approvisionnement
		Déplacement de la production nationale ou substitution des importations
	Recherche des facteurs (efficiency-seeking)	L'objectif est d'optimiser la production (réduction des frais de production)
		Orientée vers l'exportation
Recherche des actifs (asset-seeking)	L'objectif est d'acquérir des actifs spécifiques (brevets, marques)	
Mode d'entrée	Investissements « greenfield »	Investissements en nouveaux actifs
	Investissement « brownfield »	Changement dans la structure de propriété et l'investissement dans la restructuration
	M&A (mergers and acquisitions)	Maîtriser les actifs existants
Spécialisation de la société mère	IDE verticaux	Spécialisation des produits
		Différentes étapes de la chaîne de production des différentes filiales filiales
	IDE horizontaux	Spécialisation du processus
		Phases similaires de la chaîne de production des différents filiales filiales

Source : *Propre traitement selon Srholec, 2004*

1.2 La localisation de l'IDE

La localisation de l'IDE signifie le positionnement d'une entité économique. Ce processus est étudié par la théorie de la localisation, qui essaie de trouver certains modèles de localisation des activités économiques. Les premières théories de la localisation apparaissent d'abord au début du 19^{ème} siècle. L'objectif principal de ces théories et de ces modèles est de déterminer les facteurs de localisation. L'objectif est de repérer les entreprises dans une région de la manière la plus efficace possible. Ces entités sont le plus souvent sous la forme d'entreprises manufacturières ou de services. Le rôle essentiel de la théorie de la localisation est de sélectionner l'emplacement de l'organisation, en mettant l'accent sur la réalisation de profit maximal, en fonction de l'orientation spatiale.⁵ La section suivante est consacrée aux facteurs de localisation particulière.

1.2.1 Les facteurs de flux d'IDE

Les entreprises investissent à l'étranger principalement pour accroître l'efficacité de la production (réduction des coûts en utilisant les facteurs de production moins chers) et la pénétration sur de nouveaux marchés (réduction des coûts de transport et autres restrictions commerciales). D'autres motifs peuvent être, par exemple, la tentative de réduire le risque en diversifiant l'activité ou les incitations à l'investissement des pays.

La localisation d'investissement n'est pas affectée seulement par les facteurs économiques, mais aussi par les facteurs non économiques. Le premier groupe comprend le taux d'inflation, la structure économique, la taille du marché, les coûts de main-d'œuvre et la stabilité du taux de change. Le deuxième groupe inclut entre autres la forme du gouvernement, la proximité géographique et culturelle, la qualité de l'infrastructure.

1.2.1.1 Les facteurs économiques

L'environnement économique du pays reflète clairement le produit intérieur brut, le taux d'inflation, l'évolution du taux de change nominal et le taux de chômage. Ces

⁵ ČADIL, J.: Regionální ekonomie. Teorie a aplikace. Praha: C.H. Beck, 2010. ISBN 978-80-7400-191-8.

données sont également couramment et facilement disponibles pour un investisseur potentiel.

- Le produit intérieur brut

Le produit intérieur brut est la somme de tous les biens et services, produits pendant une période donnée sur un territoire. Il est exprimé en unités monétaires et est généralement déterminé pour une période d'une année calendaire. Pour le caractère de l'économie, n'est pas seulement déterminant la valeur absolue, mais la valeur du produit par habitant et son évolution au fil du temps. Tandis que la valeur absolue du PIB indique l'aptitude de l'économie, la variation annuelle du PIB est au contraire un indicateur de la dynamique de son développement. Pour les investisseurs, il est important que le pays dans lequel ils envisagent leur investissement ait une croissance économique stable.

- L'inflation

Le taux d'inflation représente la variation en pourcentage du niveau moyen des prix sur une période donnée (généralement une année calendaire) par rapport à l'année précédente (glissement interannuel). Le taux d'inflation et son évolution au cours du temps constituent une information précieuse pour les investisseurs, puisque sa grande variation signifie l'instabilité de l'économie et l'impossibilité de prévoir les flux de trésorerie futurs.

- Le taux de change

Le taux de change nominal est représenté sous la forme d'un nombre d'unités de monnaie nationale qui peuvent être échangées par des unités de devise étrangère (dans le cas de cotation directe). Les variations du taux de change nominal ont un impact sur la société (ils affectent les coûts, les revenus et les flux de trésorerie), et ses grandes fluctuations ne sont pas souhaitables, car ils peuvent dévaluer l'investissement.

- Le chômage

Le taux de chômage a toujours été un très bon indicateur de l'économie de l'Etat. Il représente la proportion de demandeurs d'emploi (inscrits à l'agence pour l'emploi) de l'effectif total dans le pays. Quand le taux de chômage baisse dans un pays, il est plus difficile d'obtenir de la main-d'œuvre pour un investisseur potentiel. Si le salaire est actuellement moyen, cette situation représente par conséquent pour les employeurs, des

coûts de personnel élevés. Ces deux facteurs peuvent influencer considérablement sur la décision de l'investisseur quant à la localisation des investissements.

1.2.1.2 Les facteurs non économiques

Voici quelques facteurs non économiques qui ont également influencé les décisions des investisseurs. Ces sont principalement les environnements politique et juridique du pays.

- L'environnement politique

L'instabilité de l'environnement politique est pour les investisseurs toujours un risque de perte de valeur de leurs investissements. Les pays en transition devraient gagner la confiance des entités étrangères dans le but d'attirer les investissements. Le système démocratique et l'économie de marché ont été mis en œuvre rapidement et ils n'ont pas toujours eu des effets positifs (par exemple les problèmes avec le transfert de propriété de la privatisation par coupons, la protection de la concurrence économique etc.). La commutation fréquente entre les gouvernements de droite et de gauche et la tolérance du parti communiste (et la coopération avec elle) peuvent parler aux yeux des investisseurs de l'incertitude de la direction politique du pays.

- L'environnement législatif

Le cadre juridique qui permet de réduire l'activité entrepreneuriale de manière significative, ne favorise pas la concurrence et ne protège pas les droits de propriété ou des parties contractuelles de la même manière, et présente toujours le risque que l'investissement puisse être dévalorisé. Les autres inconvénients peuvent être les normes compliqués et pas bien clairs ainsi que les longues procédures administratives dans la création d'entreprises.

1.3 Les impacts potentiels de l'investissement direct étranger

Voyons quels effets, positifs et négatifs, peuvent avoir les investissements directs étrangers sur l'économie d'accueil.

1.3.1 Les effets positifs de l'IDE

La plupart des économistes considèrent les investissements directs étrangers comme une forme de développement économique. La littérature économique distingue les effets directs et indirects qui sont attachés aux entrées de l'IDE dans un pays.

Dans la phase initiale, ces effets sont observés:

- l'impact sur la croissance économique n'est pas direct
- le déficit du commerce extérieur peut s'aggraver
- l'accélération des changements structurels
- la restructuration du secteur peut augmenter le chômage

À plus long terme, on observe:

- la croissance plus forte du produit économique
- l'augmentation de la performance à l'exportation et l'amélioration de la balance commerciale (s'il s'agit d'un IDE orienté vers l'exportation)
- l'augmentation du rapatriement des bénéficiaires et la suite de nouveaux investissements⁶

Les autres aspects positifs qu'apportent les investissements étrangers directs sont énumérés ci-dessous.

- *L'impact sur l'emploi* - cet aspect semble être l'un des plus positifs. Souvent c'est précisément l'argument qui l'emporte sur les arguments négatifs. Mais cet argument n'est pas seulement blanc, au contraire, le nombre d'emplois créés (et ses qualités) est en réalité inférieur aux estimations initiales et les promesses des investisseurs. Il semble souvent que les premières estimations du nombre d'emplois soient plutôt des désirs que des estimations réalistes.
- *La croissance de la production* – elle est associée non seulement au taux d'emploi élevé, mais surtout à l'hypothèse que l'investisseur apportera également de nouveaux procédés, des technologies, y compris les fabricants d'équipements modernes.

⁶ DVOŘÁČEK, Jiří. *Strategická analýza vybraných faktorů podnikání v Evropské unii*. Praha: Oeconomica, 2005. ISBN 80-245-0818-4.

- *L'afflux de capitaux* – les investissements apportent à la disposition du pays des ressources financières. Contrairement à d'autres sources de capitaux étrangers, ces fonds sont investis dans le pays à long terme et complètent le manque d'épargne propre dans le pays. En outre, les sociétés multinationales et les grandes entreprises étrangères ont souvent un accès plus facile et de meilleures conditions d'obtention de prêts bancaires et d'autres sources de financement.
- *Les progrès technologiques* - concernent le point ci-dessus. Ils peuvent fournir l'investissement à condition que l'investisseur apporte ces technologies et enseigne aux employés comment les utiliser et aussi idéalement contribuer à leur développement; c'est-à-dire de promouvoir le progrès technologique en augmentant l'efficacité de la production.
- *Une pression concurrentielle accrue de l'industrie* – cet aspect a dans un environnement concurrentiel sain un effet positif, ce qui augmente la pression concurrentielle et conduit à une réduction des coûts, d'accroît l'efficacité de la production et la recherche de nouvelles technologies. Par contre, dans le cas où le marché n'est pas suffisamment développé, il peut être très négatif. Puis, il peut mener à la destruction des autres concurrents qui manquent de temps pour répondre aux nouvelles conditions du marché.
- *L'accès aux nouveaux marchés* - les entreprises multinationales peuvent assurer ou faciliter à leurs filiales l'accès aux marchés étrangers dans lesquels il serait très difficile pour les entreprises nationales d'entrer.
- *L'amélioration de l'environnement institutionnel dans le pays d'accueil* – les investisseurs peuvent influencer positivement le système institutionnel et l'environnement global des entreprises dans l'économie du pays d'accueil (par exemple la réduction des tâches bureaucratiques augmente l'attractivité du pays pour les investisseurs étrangers).
- *L'environnement* - les grandes entreprises étrangères, y compris les entreprises multinationales, sont à la pointe de technologies mondiales de développement respectueux de l'environnement.

1.3.2 Les effets négatifs de l'IDE

A côté des effets positifs que l'investissement étranger direct apporte, il est nécessaire de mentionner les effets négatifs qui peuvent accompagner les entrées d'IDE.

- *L'influence sur le taux de change du pays* - la pression sur l'appréciation des devises, la hausse de prix des exportations.
- *L'éviction de l'épargne intérieure* - par l'épargne étrangère.
- *La pression à la hausse sur les salaires et le risque d'inflation* – l'augmentation des salaires dans les entreprises à participation étrangère, qui correspond généralement à la croissance de la productivité du travail, se projette dans les autres entreprises nationales, dont successivement le taux de croissance des salaires est en retard sur la croissance de la productivité du travail et augmente la pression sur l'inflation.
- *L'endommagement de sociétés nationales* – les sociétés étrangères peuvent en raison de leurs faibles coûts remplacer les producteurs nationaux.
- *L'augmentation des importations de matières premières et demi-produits* - souvent ces phénomènes sont perçus comme des effets négatifs de l'IDE sur l'économie locale liés aux problèmes de la destruction soi-disante et créative. Les IDE sont également une réallocation dynamique des ressources. Dans de nombreux cas, la faillite d'une entreprise ou d'un secteur est compensée par l'évolution dans d'autres parties de l'économie. Malheureusement, cela peut se faire dans une autre région ou une industrie qui exige des compétences différentes.⁷

⁷ BENÁČEK, Vladimír. FDI in the Czech Economy: Theory and Applications. *FDI in the Czech Economy: Theory and Applications*. 2000, no. 1.

2 La France est ses relations avec la République tchèque

Pour illustrer la présence de la France en République tchèque, il est d'abord nécessaire de caractériser en quelques mots ce pays. Le chapitre suivant mettra l'accent sur l'information économique générale de la France, son activité d'investissement décrit dans la dernière section donne un aperçu sur des liens commerciaux reliant la République tchèque et la France.

2.1 La caractéristique économique de la France

La France est un puissance occidental européen, avec une histoire riche et avec un économie de marché développé qui influence les affaires européennes. C'est un pays qui est parmi des pays les plus avancés économiquement et les plus puissants dans le monde. Elle occupe une position clé non seulement dans l'économie mondiale, mais aussi dans l'Union européenne.

L'économie de la France combine des nombreux entreprises privées avec les entreprises sous l'intervention du gouvernement. Le gouvernement a privatisé la plupart des grandes banques, compagnies d'assurance et d'autres entreprises, mais garde l'influence dans certains secteurs, notamment dans les chemins de fer, l'énergie, l'aviation et les télécommunications. Cette situation a été favorable dans les années 90, ces dernières années, le gouvernement était en train de vendre leurs participations dans France Télécom, Air France, ainsi que les compagnies d'assurance, les banques et l'industrie de l'armement.

Dans le tableau ci-dessous les indicateurs macroéconomiques de base de l'économie français sont introduit pour la période de 2007 ou 2011. L'année dernière, le produit intérieur brut de la France a atteint 2035,69 milliards d'euros et la croissance réelle du produit intérieur brut a été d'environ 0,5% l'année dernière.

Tableau 2.1 : Les principaux indicateurs économiques

	2007	2008	2009	2010	2011
PIB de la France (en millions € à prix courants)	1895284.0	1948511.0	1907145.0	1932801,5	2035686,7
Croissance du PIB (%)	2,2	0,4	-2,25	1,5	0,5
Inflation (%)	1.6	3.2	0.1	1,5	2,3
Chomage (%)	8,0	7,4	9,1	9,3	9,7
Exportation (en millions € à prix courants)	406 460	417 500	345 810	389 357	538 200
Importation (en millions € à prix courants)	448 955	473 428	389 694	438 750	594 300
Balance commerciale (en millions €)	-42 495	-55 928	-43 884	-49 393	-69 592
Dette publique (% du PIB)	63,8	67,4	77,4	76,5	85,8

Source : traitement personnel selon Insee

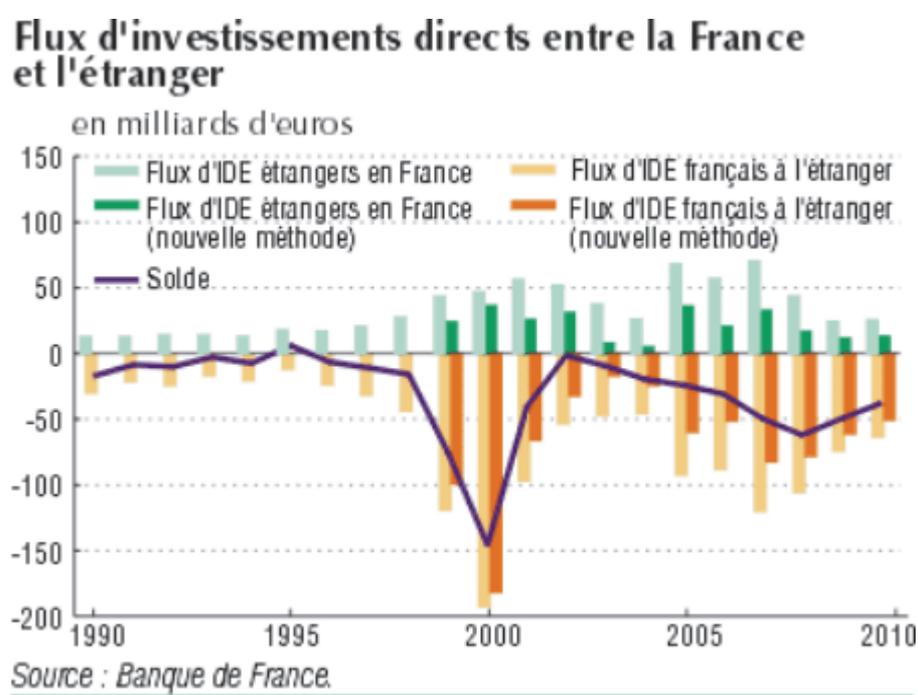
2.2 La France et ses investissements étrangers

La France se comporte comme les autres pays développés européens, qui à la fois vise les entrées d'IDE dans leur pays et puis s'efforce d'encourager les entreprises nationales et les entrepreneurs à investir à l'étranger. Le développement des investissements directs français à l'étranger a globalement suivi le développement mondial et le développement dans l'Union européenne. Les investisseurs français en atteignent en mesure mondial environ 1/10 de la part des activités d'investissements directs étrangers, au sein de l'Union européenne est la proportion encore plus est importante (environ 1/5 de la part).

Par contre la proportion de produits français sur les exportations mondiales a diminué au cours des vingt dernières années, passant de 6,3% à 3,5%. La principale source de ce

problème est considéré comme l'orientation sur les marchés cibles erronées. La France est dans les exportations souvent comparée avec l'Allemagne. Alors que l'Allemagne s'est recentré rapidement sur les pays en développement, la France est restée plus ciblée sur la zone euro. En outre, la France a perdu son seul avantage comparatif – le prix concurrentiel au prix des produits allemands. Cette augmentation est principalement due à l'augmentation des coûts salariaux. C'est pour cela que la France a déjà accepté certaines mesures pour améliorer la situation comme par exemple l'orientation vers le commerce extérieur des pays en développement.⁸

Graphique 2.1 : Les flux d'investissement entre la France et les pays étrangers



Source: INSEE

Le développement de flux d'investissement en France représente des cartes graphiques n° 2.1. Les investissements visant en France sont présentés par la couleur verte, puis ceux qui sont orange mènent de la France vers l'étranger, la courbe violette indique le solde des investissements de la France et les valeurs sont données en milliards d'euros. Le graphique montre que la position extérieure nette de la France était au surplus à long terme jusqu'à 2000, lorsque la récession. Depuis 2002, les investissements français à

⁸ BUSINESSINFO. *Francie: Zahraniční obchod země* [online]. [cit. 2013-03-17]. Dostupné z: <http://www.businessinfo.cz/cs/clanky/francie-zahranicni-obchod-zeme-19017.html>

l'étranger ont de nouveau augmenté. La forte baisse des taux de change durant les années 2008 et 2009 a été causée par l'impact de la crise économique. En 2010, il y avait la reprise du commerce extérieur. Ceci, cependant, est restée en dessous des niveaux d'avant-crise.⁹

2.3 Les relations commerciales entre la République tchèque et la France

Pour bien comprendre les données sur les investissements en provenance de la France, nous regardons dans ce chapitre dans l'histoire de la coopération économique et commerciale entre les deux pays.

Les relations entre la République tchèque et la France ont été toujours très bon et la France est un partenaire commercial traditionnel à long terme de la République tchèque. Déjà à l'époque de la Première République, notre politique a été axée sur la politique française, et cette tendance n'a pas violé pendant le temps du socialisme. Depuis le début des années 90, les échanges commerciaux mutuels ont enregistré la croissance. Alors qu'en 1989 la France a occupée entre les principaux partenaires commerciaux de la République tchèque la 14^e place, en 2011 la cinquième position. Parmi les grands pays de l'UE, la France est notre partenaire d'affaires avec lequel le commerce bilatéral s'est développé le plus rapidement depuis 1993.¹⁰

La coopération entre les deux pays, cependant, ne se limite pas à la politique, mais aussi sur les relations commerciales et la coopération culturelle. Dans ce dernier domaine exercent les centres tchèque en France tandis que les centres français en République tchèque afin de rapprocher les deux cultures telles que l'apprentissage des langues, des présentations, des films, de la littérature, etc. Il existe un certain nombre d'accords bilatéraux entre les deux pays, dont la liste se trouve en annexe n° 4 de ce rapport. Depuis notre entrée dans l'Union européenne en 2004, la collaboration commerciale est régie principalement par le traité d'adhésion à l'UE. Une grande importance a

⁹ INSEE *Investissements internationaux* [online]. [cit. 2013-03-16]. Dostupné z: http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=T11F144

¹⁰ BUSINESSINFO. *Francie: Obchodní a ekonomická spolupráce s ČR* [online]. [cit. 2013-03-12]. Dostupné z: <http://www.businessinfo.cz/cs/clanky/francie-obchodni-a-ekonomicka-spoluprace-s-cr-19018.html>

également l'Accord sur l'évitement de la double imposition et l'Accord sur la promotion et la protection réciproques des investissements.

Le chiffre d'affaires du commerce extérieur entre la France et la République tchèque a monté en flèche après l'année 2002. Après l'adhésion à l'UE en mai 2004, puis les exportations tchèques ont commencé à augmenter sensiblement - par rapport à 2003 ils ont augmenté de 23% en euros (alors que les importations ont augmenté de 17% et chiffre d'affaires de 20%). En 2005, la République tchèque a réalisé pour la première fois une balance commerciale excédentaire avec la France et la valeur du commerce bilatéral a dépassé 6 milliards. La France était le cinquième plus grand consommateur de produits tchèques après la Grande-Bretagne, l'Italie, suivie par l'Autriche et la Pologne. Dans les années suivantes, cette tendance positive s'est poursuivie. En 2006, la part de la France sur les exportations tchèques a accru à un record de 5,5% et la France est devenue le quatrième plus grand consommateur de produits tchèques après l'Allemagne, la République slovaque et la Pologne. Dans les années suivantes, cette tendance positive s'est poursuivie. Le tableau suivant donne un aperçu du commerce franco-tchèque pendant les cinq dernières années.¹¹

Comme on peut voir dans le tableau n° 2.3 ci-dessous la balance commerciale est positive à long terme dans l'intérêt de la République tchèque et le chiffre d'affaires du commerce réalisait en 2011 a atteint 116,7% en comparaison annuelle. Les exportations ont augmenté au cours de l'année précédente de 19,2% et les importations de 12,3%.

¹¹ MINISTERSTVO ZAHRANIČNÍCH VĚCÍ ČR. *Francie: Obchodní a ekonomická spolupráce s ČR* [online]. [cit. 2013-03-12]. Dostupné z: http://www.mzv.cz/jnp/cz/encyklopedie_statu/evropa/francie/ekonomika/obchodni_a_ekonomicka_spoluprace_s_cr.html

Tableau 2.3 : La balance commerciale entre la France et la République tchèque au cours des 5 dernières années (en millions euros)

	Exportation			Importation			Chiffre d'affaire			Balance
	Euros	Rang	Indice	Euros	Rang	Indice	Euros	Rang	Indice	Euros
2007	4 859	4.	116,0	3 962	7.	112,0	8 822	4.	114,2	896
	356			685			041			671
2008	5 432	4.	111,8	3 944	7.	99,5	9 377	4.	106,3	1 487
	346			724			070			622
2009	4 643	4.	85,5	2 903	7.	73,6	7 547	5.	80,5	1 740
	971			481			452			490
2010	5 358	4.	115,4	3 127	8.	107,7	8 486	5.	112,4	2 230
	574			844			418			730
2011	6 373	4.	119,2	3 543	9.	112,3	9 916	5.	116,7	2 830
	745			217			962			528

Source : traitement personnel selon le Ministère de l'Industrie et du Commerce

Si nous analysons la structure des échanges de marchandises de la communauté franco-tchèque, l'exportation tchèque a eu traditionnellement succès sur le marché français dans les domaines qui sont difficiles sur un certain nombre de travail humain intégré, ainsi que les industries et les secteurs nécessitant des connaissances techniques. Les domaines perspectives pour les exportateurs tchèques sont la fabrication de biens de consommation, l'industrie de la métallurgie et de l'automobile, où la France a perdu la capacité de production. Parmi les domaines en croissance peut être attribué l'industrie automobile et aérienne, ainsi que l'industrie énergétique et des sciences informatiques et la biotechnologie. En 2010, les principales produits d'exportation en France était les automobiles, les pièces et les accessoires pour les véhicules automobiles et les appareils électroniques. Les produits importés principaux sont les équipements de transport, les machines électriques et les appareils, les médicaments et les produits pharmaceutiques, biens de consommation industriels, fer et acier, produits en plastique, produits chimiques. Les articles d'importation les plus importants en 2010 ont été les pièces et les accessoires pour les véhicules automobiles, les automobiles, les produits pharmaceutiques et les produits sidérurgiques.¹²

¹² MINISTERSTVO ZAHRANIČNÍCH VĚCÍ ČR. *Francie: Obchodní a ekonomická spolupráce s ČR* [online]. [cit. 2013-03-12]. Dostupné z: http://www.mzv.cz/jnp/cz/encyklopedie_statu/evropa/francie/ekonomika/obchodni_a_ekonomicka_spoluprace_s_cr.html

3 La République tchèque

L'adhésion à l'Union européenne en 2004 a renforcé l'attractivité et la confiance de la République tchèque dans le domaine du commerce international. Avec cette étape, la République tchèque a confirmé sa position de pays économiquement développé dans le monde occidental. La transformation comportait un certain nombre de problèmes, principalement législatifs, qui ont été stabilisés par l'adoption du cadre juridique de l'Union européenne. Cela signifiait pour les investisseurs potentiels et les partenaires commerciaux, une réduction significative des risques et conduirait à accroître leur intérêt pour une coopération avec les organismes locaux déjà avant d'entrer dans l'UE. Les chapitres suivants présentent la situation actuelle en République tchèque, selon les caractéristiques économiques et le commerce extérieur.

3.1 La caractéristique économique

La République tchèque appartient actuellement aux pays les plus prospères de l'ancien bloc de l'Est, mais ses relations d'affaires se concentrent maintenant principalement sur les pays de l'Union européenne. Le produit intérieur brut de la République tchèque s'élève vers celui des pays développés.

La croissance de l'économie tchèque (orientée vers l'exportation) affecte de manière significative la situation économique de ses principaux partenaires commerciaux, en particulier l'Allemagne. Lorsque, en 2008, la majorité des pays de l'UE, dont l'Allemagne, étaient en récession, l'économie tchèque a été négativement affectée, ce qui, en 2009, a déterminé une baisse annuelle du PIB de plus de 4%. Dès la fin de l'année, l'économie a commencé à se redresser et cette tendance positive s'est reflétée dans la croissance économique dans des années 2010 et 2011. En 2011, le PIB par habitant en parité de pouvoir était de 25.900 \$, ce qui représente environ 80% de la moyenne de l'UE et place la République tchèque à 52ème dans le monde.¹³ Le PIB implique principalement les services (60%), suivi par l'industrie (38%) et l'agriculture (2%).

¹³ CIA - THE WORLD FACTBOOK. *Czech Republic* [online]. [cit. 2013-03-01]. Dostupné z: <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ez.html>

Les perspectives pour l'année 2012 n'ont pas été aussi favorables. Selon diverses estimations, l'économie tchèque devait entrer en récession et l'amélioration était attendue dans la deuxième moitié de l'année. D'après une estimation préliminaire de l'Office statistique tchèque, l'économie tchèque a chuté en 2012 en accord avec les prédictions de 1,1%. Au quatrième trimestre, le produit intérieur brut a chuté de 1,7% en glissement annuel et de 0,2% en glissement trimestriel.¹⁴ La plupart des secteurs ont contribué à un déclin de l'économie tchèque, tout au long de l'année 2012 c'était l'industrie du bâtiment. Ceci n'est pas une information surprenante puisque pendant la troisième année, la performance de l'industrie du bâtiment était influencée par moins d'investissements du gouvernement et des bâtiments privés. Un autre facteur négatif était l'agriculture et de façon surprenante, le système bancaire et le secteur des assurances. Dans le secteur bancaire, les consommateurs ont eu probablement moins d'envie pour emprunter, ce qui s'explique essentiellement par l'incertitude sur les futurs ménages. En revanche, un effet positif sur l'économie avait l'industrie de transformation, en dépit de son déclin au cours du dernier trimestre. Le quatrième trimestre s'est relevé une bonne surprise lorsque, malgré les mauvaises données de l'industrie, l'économie dans son ensemble de l'économie est tombé "seulement" de deux dixièmes d'un pour cent. Suite aux prévisions on attendait une chute d'un dixième supplémentaire.

Qu'est-ce qui a tiré l'économie vers le bas? C'était principalement l'industrie de transformation et en particulier, la production de voitures. La production d'automobiles a fait face à une chute des commandes au mois de novembre et décembre (les commandes nationales et étrangères), par conséquent le secteur automobile a répondu par une baisse de la production.

Pour l'année 2013, il est prévu que l'économie croisse légèrement, concrètement de 0,3% pour l'année entière. Il s'agit de zéro plutôt positif, au cas de la détérioration du marché étranger, la récession de l'année dernière pourrait s'étendre bien en année 2013. Par ailleurs, la plupart des facteurs sont plutôt favorables à la croissance. Le gouvernement n'épargnera plus autant que les années précédentes, les économies de la

¹⁴ ČSÚ. *HDP, národní účty* [online]. [cit. 2013-03-18]. Dostupné z: http://www.czso.cz/csu/redakce.nsf/i/hdp_narodni_ucty

Chine et des Etats-Unis et les partenaires commerciaux les plus importants d'Europe, se développent bien, et les enquêtes de confiance en Allemagne révèlent que même le plus important partenaire commercial tchèque pourrait faire mieux cette année. Par conséquent, les prévisions sont légèrement optimistes.

Le taux de chômage dans l'UE ces dernières années est à la hausse, comme c'est le cas en République tchèque. La Tchéquie a atteint un nombre record de personnes au chômage dans l'histoire moderne. Les données de l'Office du Travail de la République tchèque montrent qu'au 31 janvier 2013 585 809 personnes étaient sans emploi, soit environ 40 498 de plus qu'à la fin du mois de décembre. Par rapport à janvier dernier il y a 51 720 chômeurs de plus. La part des chômeurs a atteint 8%. Cet indicateur compare le nombre de demandeurs d'emploi (15-64 ans) à tous les résidents (de la même tranche d'âge). Une autre nouvelle négative pour le marché du travail est qu'il y a moins d'offres d'emplois. En janvier, les entreprises ont fourni 33 794 d'offres d'emplois, ce qui est plus d'un millier de moins que le mois précédent.¹⁵

Le budget de l'état a enregistré un déficit de 142,8 milliards de couronnes en 2011 au lieu des 135 milliards estimés. La raison d'un déficit budgétaire plus élevé était des difficultés de tirer des fonds européens. Selon la méthodologie de l'UE connue sous le nom SEC 95, le déficit de budget de l'état dans le cadre des budgets publics était de 124,2 milliards de couronnes, ce qui représente environ 3,7% du PIB. Le ministère des Finances prévoit que, en 2013 le déficit public sera inférieur à 3% du PIB prévu. La condition est que la situation économique ne s'aggrave pas radicalement en Europe.¹⁶

3.1.1 Le commerce extérieur

L'économie tchèque est très ouverte et relativement assez dépendante du commerce extérieur (principalement du commerce avec les pays de l'UE). Comme le montre le tableau n° 3.1 ci-dessous, le développement de la structure géographique du commerce extérieur de la République tchèque en 2011 a confirmé la position dominante des pays avec les économies développées.

¹⁵ ČSÚ. *Zaměstnanost, nezaměstnanost* [online]. [cit. 2013-03-21]. Dostupné z: http://www.czso.cz/csu/redakce.nsf/i/zamestnanost_nezamestnanost_prace

¹⁶ MINISTERSTVO FINANCÍ ČR. *Tiskové zprávy* [online]. [cit. 2013-03-21]. Dostupné z: http://www.mfcr.cz/cps/rde/xchg/mfcr/xsl/tiskove_zpravy_75659.html?year=2013

Tableau 3.1 : Le commerce extérieur par groupes de pays

	L'exportation (%)			L'importation (%)		
	2010	2011	Changement	2010	2011	Changement
Total mondial	100,0	100,0	-	100,0	100,0	-
Les économies développées	90,2	89,5	-0,7	71,4	71,3	-0,1
L'UE 27	84,0	83,0	-0,1	63,4	63,8	+0,4
Les pays en développement	4,0	3,7	-0,3	7,8	7,3	-0,5
Pays européens en transition, incl. SNS	4,8	5,6	+0,8	8,0	8,4	+0,4
Les autres pays¹	1,0	1,1	+0,1	12,5	12,7	+0,2
Non spécifié	0,0	0,1	+0,1	0,4	0,3	-0,1
Organisation de coopération et de développement économiques - OCDE	87,2	86,6	-0,6	71,5	71,3	-0,2

Source : traitement personnalisé selon ČSÚ

¹ la Chine, la Corée du Nord, le Cuba, le Laos, la Mongolie, le Vietnam

Le commerce extérieur de la République tchèque a poursuivi en 2011, à la suite de la période précédente, l'orientation à long terme sur les marchés européens (82,6% du chiffre d'affaires, les exportations de 91,2%, les importations de 73,4%), en particulier les marchés des pays voisins parmi lesquels a traditionnellement dominé l'Allemagne. Les autres principaux partenaires commerciaux de la République tchèque sont selon le plus haut chiffre d'affaires: déjà mentionnée l'Allemagne (29,0%), la Slovaquie (7,4%), la Chine (6,6%), la Pologne (6,4%), la France (4,4%), l'Italie et l'Autriche (4,0%).¹⁷

Les données du commerce extérieur dans les années 2003 - 2012 sont présentées dans l'annexe n° 1 du travail. Connaissant les données préliminaires pour l'année 2012, nous allons nous concentrer sur les principales tendances du commerce extérieur de la République tchèque en 2011.

¹⁷ CZECH TRADE. *Zahraniční obchod České republiky v roce 2011* [online]. [cit. 2013-03-21]. Dostupné z: http://www.czechtrade.cz/d/documents/01/7-infoservis/analyzy-zo-cr/2012/zahr_obchod_za_rok_2011.pdf

Le chiffre d'affaires du commerce extérieur à prix courants a atteint 5 547,2 milliards de couronnes, ce qui est en augmentation annuelle de plus de 602,8 milliards de couronnes (12,2%). Quant au territoire, un solde positif a été enregistré en 2011 avec les pays développés, d'un montant de 657,8 milliards de couronnes en augmentation annuelle des actifs de 95,3 milliards de couronnes. Cette augmentation est le résultat du commerce avec les autres pays de l'UE avec une croissance annuelle de 74,1 milliards de couronnes. Par rapport aux pays particuliers la plus forte baisse de la balance commerciale a été enregistrée en 2011 avec la Chine, la Russie et le Japon. En revanche, la plus forte croissance de la balance commerciale a été enregistrée par la République tchèque suite aux échanges commerciaux avec l'Allemagne, la Slovaquie, la Grande Bretagne, la France et l'Autriche.¹⁸

3.2 Les investissements étrangers directs

Dans ce chapitre, l'accent sera mis en particulier sur l'IDE en République tchèque. La première partie décrit le développement de flux d'IDE en République tchèque. Les chapitres suivants traitent du support de l'entrée d'IDE en République tchèque, qui comprend un cadre législatif et institutionnel pour incitations à l'investissement. Le dernier chapitre est consacré à l'analyse de l'environnement tchèque pour les investissements.

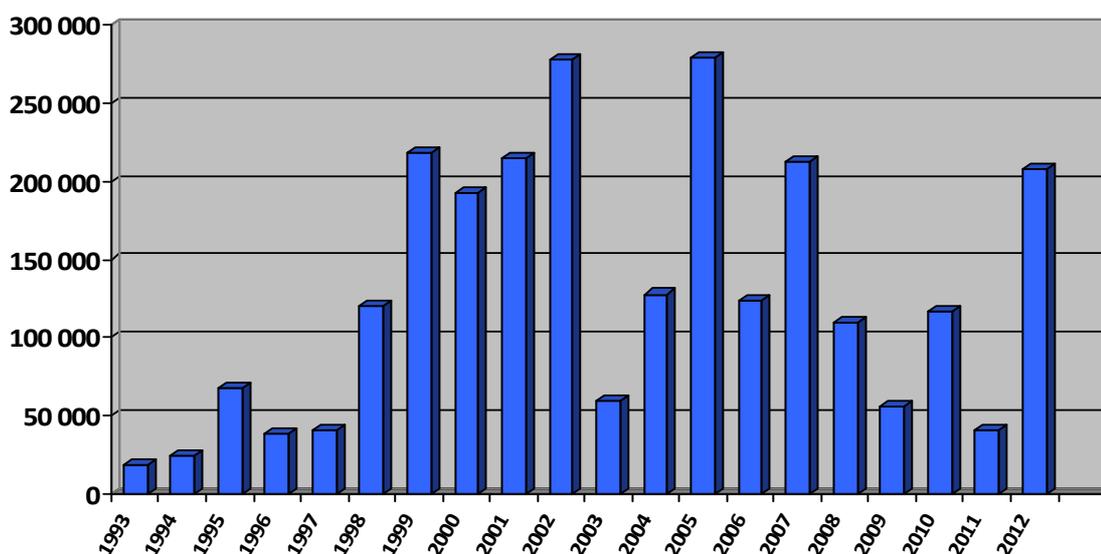
3.2.1 L'évolution de flux d'investissements directs étrangers

Une destination fréquente pour les IDE était dans les années quatre-vingt-dix les économies relativement développées, stables et ouvertes en Europe centrale et orientale. Le plus de succès dans les entrées d'IDE ont eu la République tchèque, la Hongrie et la Pologne. Les raisons de la réussite étaient: de bons résultats macro-économiques, une relative stabilité politique, le processus de transformation institutionnelle et de la privatisation. D'abord, les entrées d'IDE été dirigées vers la production mise en place et l'expansion des activités d'assemblage dans les secteurs orientés vers l'exportation, en particulier dans le secteur manufacturier. Un peu plus tard, un changement a été marqué dans la structure de l'IDE, où les entreprises étrangères ont commencé à investir dans

¹⁸ CZECH TRADE. *Zahraniční obchod České republiky v roce 2011* [online]. [cit. 2013-03-21]. Dostupné z: http://www.czechtrade.cz/d/documents/01/7-infoservis/analyzy-zo-cr/2012/zahr_obchod_za_rok_2011.pdf

des domaines à forte valeur ajoutée, tels que l'information et le secteur financier. Ce changement qualitatif nécessite une main-d'œuvre plus qualifiée. Initialement, les IDE se présentent sous la forme de dépôts de sociétés étrangères dans les sociétés de capital-tchèques. La privatisation a joué un rôle particulièrement important dans les pays d'Europe centrale et de l'Est. On peut dire que la moitié des IDE dans les années quatre-vingt-dix ont eu lieu sous la forme de fusion liée à la privatisation. La croissance importante des IDE est l'une des caractéristiques de la mondialisation à la fin des années 90 et est également devenu la marque de transformation complète.¹⁹

Graphique 3.1 : L'afflux d'investissements directs étrangers en République tchèque entre 1993 et 2012 (en millions de couronnes)



Source : traitement personnalisé selon ČNB

La République tchèque fait partie des pays avec une forte proportion d'investissements directs étrangers par habitant, après l'introduction et l'amélioration du système d'incitations à l'investissement en 1998. L'afflux d'investissements directs étrangers en République tchèque dans les années 1993 – 2012 (les données préliminaires) est indiqué dans le graphique n° 3.1 ci-dessus.

¹⁹ WOKOUN, R. a J. TVRDOŇ. *Přímé zahraniční investice a regionální rozvoj*. Praha: Oeconomica, 2010. ISBN 978-80-245-1736-0.

Les données indiquent que de 1993 jusqu'à 1997, le flux d'IDE en République tchèque était faible et inégal. À la fin de l'année 1997, l'état général d'IDE était beaucoup plus faible que, par exemple, en Pologne ou en Hongrie. En 1998, les afflux ont commencé à augmenter et en 1999 ont largement dépassé le niveau normal à l'échelle mondiale, ainsi que dans l'Europe centrale et l'Europe de l'est.

À la fin des années quatre-vingt-dix la privatisation et l'expansion de chaînes de distribution étrangères ont culminé. Dans des entreprises existantes les investisseurs étrangers ont augmenté le capital social ou ils ont réalisé des investissements greenfield. Les entreprises étrangères ont considéré l'économie tchèque comme stable et les investisseurs s'attendaient à un potentiel de croissance considérable. Ceci, avec l'introduction du programme d'incitation aux investissements ont rendu la République tchèque plus attractive et ont facilité les entrées d'IDE.²⁰

Pendant les années 1998 - 2001, la République tchèque a reçu près de quatre fois plus d'IDE que dans les cinq années précédentes. La privatisation des actions d'État, notamment dans les institutions financières, a eu un impact majeur sur les IDE en 2000. À titre d'exemple on peut citer des projets d'investissement de grande importance, telle que la contribution de la Banque autrichienne Erste Bank dans Česká spořitelna. De même, le processus de levée de capitaux et la création de nouveaux établissements dans les entreprises à participation étrangère ont continué (par exemple Škoda Auto). En 2002, il y a eu une autre vague d'intérêt accru des investisseurs étrangers en raison de transactions de privatisation. L'année 2003, cependant, a été associée à une baisse importante des entrées d'IDE, causée par l'achat d'actions et la vente des parts des investisseurs du portefeuille Eurotel Télécom, en particulier aux États-Unis et à la Grande-Bretagne. Dans les années suivantes, cependant, se sont traduites par une croissance de l'IDE, laquelle a culminé en 2007. Durant cette période, en particulier dans les années suivantes qui ont suivi la part des bénéficiaires réinvestis dans la structure de l'IDE a largement augmenté, ce qui indique la rentabilité croissante des entreprises avec la participation étrangère. Depuis 2007, les effets de la crise économique ont

²⁰ WOKOUN, R. a J. TVRDOŇ. *Přímé zahraniční investice a regionální rozvoj*. Praha: Oeconomica, 2010. ISBN 978-80-245-1736-0.

commencé à se montrer et le volume de l'investissement n'a augmenté que très lentement.²¹

Pour conclure, nous constatons que dans le développement de l'IDE en République tchèque, il existe deux étapes importantes qui ont eu un impact significatif sur la taille de leur volume. La première est d'accepter la proposition du gouvernement concernant la promotion de l'investissement étranger direct et à la mise en place du système d'incitations à l'investissement. La deuxième est l'entrée dans l'UE, ce qui signifie une plus grande ouverture de l'économie tchèque et l'assurance des investisseurs quant à la crédibilité du pays. Néanmoins, le plus grand boom de l'investissement en République tchèque semble s'être déjà produit. Les entreprises multinationales qui cherchent de nouvelles opportunités d'investissement, ou bien des lieux où transférer une partie de leurs activités, préfèrent de plus en plus les pays de l'est en comparaison aux autres pays d'Europe centrale et orientale.

3.3 La réglementation législative de l'investissement étranger

Les paragraphes qui suivent donnent un aperçu des mesures législatives dans le domaine de l'investissement étranger, nous allons mentionner aussi les institutions et les programmes de soutien, qui mettent l'accent sur l'acquisition et le soutien des investisseurs nationaux et étrangers.

3.3.1 Le système d'incitations à l'investissement

Les incitations à l'investissement représentent un outil utilisé par les gouvernements pour inciter les investisseurs à réaliser leurs projets dans le pays. Elles prennent la forme de divers avantages que l'Etat fournit aux investisseurs. L'Etat fait l'acquisition d'incitations à l'investissement à certaines conditions, qui sont ajustées en fonction de leurs priorités. Les incitations à l'investissement font actuellement partie de l'aide publique, qui est incluse dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et doit donc être confirmée par le respect des conditions définies par la Commission européenne.

²¹ ČNB. *PZI a jejich vliv na tempo dlouhodobého růstu v ČR* [online]. 2004 [cit. 2013-02-23]. Dostupné z: http://www.cnb.cz/cs/verejnost/pro_media/clanky_rozhovory/media_2004/cl_04_040219b.html

En 1998, le gouvernement a introduit le système des incitations à l'investissement pour les investisseurs étrangers et nationaux. L'objectif était d'accroître la compétitivité de l'économie tchèque, en particulier l'industrie. Par conséquent, à l'époque, le ministère de l'Industrie et du Commerce a créé l'agence CzechInvest.

3.3.1.1 Le cadre législatif pour les incitations à l'investissement

Le lancement des incitations à l'investissement pour les investisseurs a été fait par la Résolution du gouvernement n ° 298 du 29 avril 1998, grâce à des projets pilotes dans le secteur de la fabrication. Après avoir acquis assez d'expérience, on peut procéder à l'agrandissement et l'amélioration de l'ensemble du système. Tous les efforts d'un système complet d'incitations à l'investissement ont abouti à l'adoption de la loi n° 72/2000 Coll., les incitations à l'investissement, qui est entrée en vigueur le 1^{er} mai 2000. En 2001 et 2003, deux amendements ont été approuvés par la présente loi. Le système d'incitations à l'investissement est régi par la loi n ° 19/2004 Coll. modifiant la loi n ° 72/2000 Coll. La loi d'incitations aux investissements a été approuvée par la Commission européenne, qui fournit des garanties aux investisseurs étrangers d'un cadre juridique de confiance pour la fourniture d'incitations à l'investissement en République tchèque.²²

Le système d'incitations à l'investissement comprend également deux programmes supplémentaires - un programme de soutien des sous-traitants et soutien du programme pour le développement des zones industrielles. Le premier programme contribue à améliorer la compétitivité des fournisseurs nationaux, agissant ainsi comme un courtier d'information entre les investisseurs et leurs fournisseurs potentiels. L'objectif du programme pour le développement des zones industrielles est d'encourager les municipalités à mettre en œuvre la préparation d'investissement pour un investisseur particulier, qui a obtenu une incitation à investir. Le programme offre également des conditions préétablies afin de faciliter la préparation du territoire de la zone industrielle.

Le 12 juillet 2012, un amendement de la Loi sur les incitations à l'investissement est entré en vigueur (loi n ° 192/2012 Coll.). Cet amendement a intégré la soutenance des

²² MINISTERSTVO FINANČÍ ČR. *Investiční pobídky v ČR - Vývoj* [online]. [cit. 2013-02-23]. Dostupné z: http://www.mfcr.cz/cps/rde/xchg/mfcr/xsl/inv_pob_vyvoj.html

centres d'appui technologique et des services stratégiques et a introduit l'institut des projets d'investissement stratégiques.²³

Les conditions générales d'incitations à l'investissement sont :

- La mise en place de la nouvelle production ou à l'expansion de la production existante
- La concentration des ressources aux secteurs de la fabrication
- L'acquisition de machines au prix du marché destinées à des fins de fabrication, et produites maximum deux ans avant l'achat
- La production, des opérations, des processus, des structures ou des installations respectueux de l'environnement
- L'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles égales au moins aux montants minimaux prévus par la loi sur les incitations à l'investissement²⁴

Les incitations à l'investissement sont définies comme :

- L'allégement fiscal de l'impôt sur le revenu (pendant 10 ans pour les entreprises nouvellement créées ou les entités juridiques déjà existantes)
- Le transfert du domaine techniquement équipé à un prix réduit
- Le soutien financier pour la création de nouveaux emplois
- Le soutien financier pour la formation ou la reconversion des salariés
- Le transfert de terres en vertu d'une loi spéciale inscrite au Registre foncier que les terres agricoles et le transfert d'autres types de terres à des prix déterminés en vertu d'une disposition législative spéciale en vigueur à la date de l'accord de transfert. Des lois spéciales limitant le transfert de terres appartenant à la République tchèque ne sont pas affectées (loi n ° 72/2000 Coll. Incitations à l'investissement)²⁵

²³ MINISTERSTVO PRŮMYSLU A OBCHODU ČR. *Obecné informace o systému investičních pobídek v ČR* [online]. [cit. 2013-03-01]. Dostupné z: <http://www.mpo.cz/dokument879.html>

²⁴ Zákon číslo 72/2000 Sb., § 1, odst. 2.

²⁵ Zákon číslo 72/2000 Sb., § 1, odst. 2.

3.3.2 Le cadre institutionnel pour la fourniture d'incitations à l'investissement

Le sujet fondamental dans le domaine de l'investissement au niveau national est le Ministère de l'Industrie et du Commerce. A côté de lui des autres ministères (ex: Ministère des Affaires sociales et du Travail, Ministère de l'Environnement) fournissent des incitations à l'investissement, en particulier lorsqu'il s'agit d'émettre des avis et des recommandations contenues dans l'évaluation des projets d'investissement. L'organe le plus important pour la promotion des investissements en République tchèque est l'agence CzechInvest.

3.3.2.1 CzechInvest

CzechInvest, l'Agence pour le soutien des investissements et des entreprises, gérée par le ministère de l'Industrie et du Commerce, a été créée le 2 janvier 2004 basée sur la modification de la Loi 47/2002 Coll. le soutien des petites et moyennes entreprises. CzechInvest est directement subordonné au ministère de l'Industrie et du Commerce, et a été créé par la fusion avec deux autres agences du Ministère : l'Agence de développement des entreprises (ARP) et l'Agence pour le Développement de l'Industrie (CzechIndustry). Actuellement, CzechInvest est basée sur 13 centres régionaux qui sont situés dans les capitales régionales. Pour faciliter le contact direct avec des investisseurs étrangers, CzechInvest dispose d'un réseau d'agences étrangères opérant au Japon, en Allemagne, en Chine, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Scandinavie.

CzechInvest est l'agence nationale de développement dans le but d'attirer l'investissement étranger direct dans le secteur de la fabrication, des services stratégiques et centres de technologie. Successivement son rôle s'est élargi et maintenant ses tâches sont aussi de soutenir des projets d'entreprises susceptibles de recevoir de l'argent de fonds structurels européens et, par exemple, de promouvoir la création d'emplois dans les régions les plus touchées par le chômage. Elle soutient aussi les petites et moyennes entreprises en les aidant à obtenir des subventions non seulement de l'État mais aussi des Fonds structurels de l'UE.²⁶

CzechInvest fournit aux investisseurs potentiels les services gratuits suivants :

²⁶ CZECHINVEST. *Programy podpory* [online]. [cit. 2013-03-02]. Dostupné z: <http://www.czechinvest.org/programy-podpory>

- La fourniture des informations générales sur le climat des affaires, les opportunités d'investissement et le développement des études sectorielles
- L'évaluation des projets d'investissement et la rédaction de la disposition d'incitations à l'investissement
- L'aide à la mise en place des investissements greenfield en utilisant leur propre base de données étendue aux terrains industriels et bâtiments de l'usine
- L'aide pour trouver un sous-traitant tchèque adapté ou un partenaire pour créer une coentreprise
- La médiation des contacts avec les représentants de l'administration publique et de l'autonomie locale
- La fourniture des services aux investisseurs en République tchèque dans le but d'un développement et d'une amélioration de l'environnement des affaires²⁷

Les dernières statistiques de l'Agence CzechInvest montrent qu'au cours de l'année 2011, l'Agence a négocié un record de 233 nouveaux investissements étrangers et nationaux d'un montant total de 33,67 milliards de couronnes. En 2011, il y avait plus de 12.500 nouveaux emplois. La plupart des entreprises ont dirigé leurs investissements dans la région de Moravie du Sud. L'évolution des projets de développement convenus par CzechInvest dans les années 1993-2011 et les dates clés de 2011 est citée dans l'annexe n° 3 de ce travail. Les données montrent que le volume des nouveaux investissements en République tchèque en 2011 a dépassé le double de l'année précédente et le nombre de projets d'investissement était le plus élevé depuis 1993. Près de la moitié des projets d'investissement a été réalisée dans le domaine de l'informatique et du développement logiciel. L'an dernier, seulement 56 entreprises ont investi dans des projets productifs. La part la plus importante du nombre de placements a enregistré 112 nouveaux projets dans le domaine des services stratégiques et 65 projets d'investissement étaient dirigés dans la recherche et le développement.²⁸

²⁷ CZECHINVEST. *AfterCare – následná péče o investory* [online]. [cit. 2013-03-03]. Dostupné z: <http://www.czechinvest.org/aftercare-nasledna-pece-o-investory>

²⁸ CZECHINVEST. *Objem nových investic se dvojnásobně zvýšil oproti roku 2010* [online]. [cit. 2013-03-04]. Dostupné z: <http://www.czechinvest.org/objem-novych-investic-se-dvojnásobne-zvysil-oproti-roku-2010>

3.3.2.2 *Les programmes de soutien*

Parmi les programmes de soutien, nous pouvons citer *le Programme-cadre du ministère de l'Industrie et du Commerce de la République tchèque pour le soutien des centres technologiques et des services de soutien aux entreprises* qui a été actualisé en avril 2007. Ce programme vise à promouvoir le développement économique de la République tchèque, sous la forme de projets de soutien à l'investissement axés sur les technologies progressistes et les activités à forte valeur ajoutée et un potentiel d'exportation élevé qui mènent à une augmentation de la compétitivité internationale. Ainsi que le système d'incitations à l'investissement, le programme devrait favoriser la création de nouveaux emplois dans les régions les moins développées du pays.²⁹

Le Programme opérationnel *l'Entreprise et l'Innovation* est le document sur lequel l'aide financière est fournie aux entrepreneurs de la République tchèque à partir du budget de l'Etat (15% de l'aide totale) et les Fonds structurels de l'Union européenne (Fonds européen de développement régional). Ce programme était pour la période 2007-2013 et s'appuie sur le Programme opérationnel Industrie et de l'entreprise, qui a été promulgué après l'adhésion à l'UE. Il représente un outil pour la mise en œuvre de la politique de cohésion dans les domaines économique et social, ainsi que des moyens pour soutenir les petites et moyennes entreprises. Le programme vise à accroître la compétitivité de la République tchèque à l'échelle internationale dans le domaine de l'industrie et des services, maintenir de l'attractivité du pays pour les investisseurs, soutenir l'innovation, permettre l'application de recherches et de développement, et le dernier mais non le moindre, soutenir et développer de la société de la connaissance. Ce projet comprend 15 sous-programmes centrés sur différentes activités pour promouvoir les sous objectifs du programme opérationnel, visant à la fois les start-ups et le développement des activités existantes, le développement de nouvelles technologies, de la production respectueuse de l'environnement, les échanges intra-coopération, et le développement des infrastructures et de conseil.³⁰

²⁹ CZECHINVEST. *Rámcový program Ministerstva průmyslu a obchodu ČR pro podporu technologických center a center strategických služeb* [online]. [cit. 2013-03-06]. Dostupné z: <http://www.czechinvest.org/data/files/1-ramcovy-program-1128-cz.pdf>

³⁰ CZECHINVEST. *Podnikání a inovace* [online]. [cit. 2013-03-25]. Dostupné z: <http://www.czechinvest.org/podnikani-a-inovace>

3.4 L'analyse de l'environnement d'investissement tchèque

Le prochain chapitre sera consacré à l'analyse de l'environnement d'investissement tchèque. Pour ce rapport, nous nous appuyons sur l'Analyse de la compétitivité de la République tchèque, élaboré par le ministère de l'Industrie et du Commerce.³¹

L'objectif de ce chapitre est, comme nous l'avons déjà mentionné, analyser l'environnement d'investissement tchèque et donc identifier des zones où la République tchèque possède les plus grandes réserves, y compris les possibilités d'amélioration et ses points forts.

Notre économie orientée vers l'exportation a montré sa viabilité dans un certain nombre de domaines. La combinaison de main-d'œuvre qualifiée pas cher et des opportunités d'investissement a attiré dans le pays de capitaux étrangers indispensables et des technologies modernes pour augmenter la productivité. Toutefois, les critères de réussite sur le marché mondial ne cessent pas d'augmenter et il est donc essentiel d'être conscient des changements dans l'environnement concurrentiel et de s'adapter à la modernisation et la réforme de leurs propres politiques en conséquence.

Dans les études sur le Forum économique mondial (WEF)³² et l'IMD Business School³³ qui ont évalué la compétitivité des différents pays, la République tchèque a été dans la période 2010/2011 classé à la 36^e place (parmi les 139 pays), respectivement à la 29^e place (parmi les 58 pays). Malgré l'impact négatif de la crise économique, la République tchèque, avec l'Estonie détient entre l'Europe orientale, le meilleur résultat.

Pour évaluer l'état de l'environnement d'investissement tchèque, nous nous intéressons à la façon dont la République tchèque est évalué dans chacun des facteurs suivants :

- *L'environnement institutionnel et la qualité de l'administration publique*

L'analyse de la compétitivité de la République tchèque montre que la qualité du gouvernement, l'administration publique et de l'environnement institutionnel est globalement fondamentalement influencée par l'effet des impacts négatifs, la

³¹ BUSINESS INFO. *Ministerstvo průmyslu a obchodu: Analýza konkurenceschopnosti ČR* [online]. [cit. 2013-03-08]. Dostupné z: http://www.businessinfo.cz/files/archiv/dokumenty/mpo_analyzakonkurenceschopnosti_cr.pdf

³² *The Global Competitiveness Report 2011 - 2012* [online]. [cit. 2013-03-08]. Dostupné z: <http://reports.weforum.org/global-competitiveness-2011-2012/>

³³ IMD World Competitiveness Yearbook 2010.

plus importante est probablement le niveau de corruption. L'étendue de la corruption reflète l'incapacité de l'État à mettre en œuvre des fonctions de base, ce qui compromet l'efficacité des politiques économiques. Le résultat, c'est la baisse de la crédibilité du pays pour les investisseurs étrangers, la faible efficacité de l'utilisation des ressources et de la performance économique. L'opportunité pour la République tchèque serait dans la réforme de l'administration publique, ce qui mettrait à jour sa gestion, assurer inférieure chiffre d'affaires et plus de prestige et qualité du personnel. Cependant, la République tchèque dispose d'un degré élevé de sécurité et de stabilité que dans d'autres états après la transformation.

- *L'infrastructure*

La réussite économique de l'État est largement définie par la qualité de l'infrastructure, qui agit comme l'épine dorsale de l'économie et permet le développement des activités commerciales. La densité des réseaux de transport en République tchèque est élevé, mais leur qualité est problématique et la couverture des autoroutes est insuffisante. La densité des réseaux ferroviaires est avec la Belgique le plus élevé en Europe, mais par rapport à l'Europe occidentale on manque des couloirs ferroviaires à grande vitesse. Le plus grand avantage de la République tchèque est sa position géographique parmi les nouveaux états membres de l'UE. Certainement la République tchèque devrait améliorer la qualité des infrastructures de transport – par la construction de nouvelles voies pour trains à grande vitesse et l'achèvement du réseau autoroutier, ce qui contribuera à une augmentation de la capacité de transport.

- *La stabilité macroéconomique*

Les finances publiques saines et durables est l'un des piliers du développement durable et de l'économie concurrentielle. Le ratio de la dette publique par rapport au PIB est un autre indicateur important de la politique macroéconomique pour l'équilibre du pays. Selon l'indice de compétitivité mondiale, la République tchèque s'est placé dans le domaine de la stabilité

macroéconomique à la 48^e place sur 139 pays évalués.³⁴ La dette totale par rapport au PIB est inférieure à la moyenne de l'UE. D'un point de vue macroéconomique, l'économie tchèque est caractérisée par une inflation faible et stable, les taux d'intérêt bas et un taux de change relativement stable. En comparaison avec d'autres pays montre une dette publique plus faible et un secteur bancaire stable. Comme une menace pour d'autres pays de l'UE, c'est le rythme d'augmentation de la dette nationale. Il est nécessaire de choisir et de mettre en œuvre un tel mesures favorables à la croissance qui auront à long terme des effets positifs sur les budgets publics (investissement dans l'éducation, la prévention santé, la science, l'évolution, l'innovation, l'infrastructure de données, d'augmenter le niveau d'investissement).

- *La qualification*

La main-d'œuvre hautement qualifiée qui est capable de réagir avec flexibilité à une rapide évolution de l'environnement est une condition préalable pour le bon fonctionnement de l'économie dans le monde globalisé d'aujourd'hui. En termes d'éducation et les compétences sont des domaines clés de la structure éducative la qualité du système éducatif et la formation des employés. La République tchèque en comparaison avec des autres pays de l'UE a une forte proportion de la population qui a atteint au moins une éducation secondaire mais par contre une faible proportion de diplômés universitaires. Au cours des dix dernières années, il y a une expansion quantitative dans le secteur de l'enseignement supérieur. Le nombre d'étudiants inscrits dans le secteur de l'enseignement supérieur a augmenté de plus de 90% et il y avait aussi une expansion de nombre des universités. En raison du fait que l'enseignement supérieur est financé par des fonds publics, il est nécessaire que la capacité des universités dans une certaine mesure correspondent aux possibilités des diplômés dans le marché du travail. Il faut pousser sur la différenciation et la structuration des universités (par l'accréditation, par concentration sur la qualité et le financement) et des liens plus étroits entre les entreprises, de la science, de la recherche et de l'éducation et de la formation.

³⁴ WORLD ECONOMIC FORUM. *The Global Competitiveness Report 2011 - 2012* [online]. [cit. 2013-03-08]. Dostupné z: <http://reports.weforum.org/global-competitiveness-2011-2012/>

- *L'efficacité du marché du travail*

Le fonctionnement efficace du marché de travail est l'une des conditions fondamentales pour la capacité de l'économie à atteindre à long terme la croissance économique et seulement la main-d'œuvre éduquée et mobile peut en influencer positivement. Dans l'indice de compétitivité mondiale, la République tchèque occupe à l'efficacité des marchés 33^e place (sur 139 pays évalués). L'indicateur plus positivement évalué est le lien entre la croissance de la productivité et des salaires (22^e place), le plus faible évalué est l'embauchement et le licenciement (lieu 119^e). Le marché du travail tchèque est caractérisée par un cadre juridique efficace dans le domaine de l'emploi, c'est à dire que employeurs tchèques ne sont pas tenus par un grand nombre de restrictions que dans d'autres pays européens. Sur le côté de l'offre, nous observons une tendance positive dans la structure de l'enseignement, mais une mobilité relativement faible de la population active, ce qui réduit l'efficacité du marché du travail et freine la croissance économique. Le problème du marché du travail tchèque est le peu d'intérêt dans les départements d'ingénierie et de sciences qui pourrait signifier la dépendance sur la main-d'œuvre qualifiée importée. Il est nécessaire de développer un système d'éducation avec un accent suffisant sur les domaines techniques, ce qui contribuerait au développement économique.

- *L'environnement technologique*

La préparation technologique montre la capacité de l'économie à accepter les technologies modernes pour améliorer la productivité de son industrie. En terme de l'évolution de l'environnement technologique, il est important si les entreprises opérant dans le pays qui a l'accès à des produits évolués et des inventions et si les entreprises sont capables de les utiliser. Parmi les avantages de la République tchèque dans ce domaine est classée essentiellement le transfert de technologie, mais le pire est au contraire évalué l'accessibilité de dernières technologies. Indirectement, le niveau d'intensité technologique peut être associé à la part des dépenses sur la recherche et le développement vis-à-vis la valeur ajoutée à la production. En raison d'un retard léger de la recherche et du développement, la République tchèque est alors contraint d'acquérir des

technologies d'une autre manière, qui est également associée à une augmentation du fardeau financier.

- *Les innovations*

À plus long terme, la capacité d'innover est le plus important de tous les facteurs affectant la compétitivité. L'innovation est un outil essentiel sur la voie de la réussite à long terme dans l'économie mondiale du savoir. Selon le classement de la République tchèque fait partie d'un groupe d'innovateurs élevés parmi l'UE-27. Au cours des cinq dernières années sont les principaux moteurs de l'innovation dans les programmes de la République tchèque les programmes de l'Union européenne et le transfert international de technologie, tandis que la performance des entreprises innovantes se progressivement détériorent à la suite du déclin de la participation des petites et moyennes entreprises dans le processus d'innovation. La République tchèque dispose des institutions de recherche de bon qualité et de la capacité d'innovation. Toutefois, la République tchèque se concentre sur le soutien à la recherche fondamentale au détriment de la recherche appliquée. Les relations avec les fournisseurs multinationaux sont fortement dépendantes sur l'exportation d'un petit groupe de produits.

- *Le règlement de l'environnement des affaires*

Pour l'environnement des affaires est la qualité des règlements très importante, car elle influe considérablement la compétitivité des entreprises nationales et donc la compétitivité de l'économie dans son ensemble. Le meilleur résultat est relativement réalisés dans les domaines qui sont les plus éloignés de l'influence politique intérieure, administratives et judiciaires. La République tchèque est caractérisée par la faible performance des autorités nationales compétentes et des difficultés de procédure et il est presque impossible sans l'aide d'un spécialiste de payer des impôts ou d'établir une société commerciale comme il faut. Il est important de travailler sur plus grande transparence de l'environnement des affaires, sur la simplification des tâches administratives et sur la réduction systématique des charges administratives dans le pays.

En conclusion, on peut constater que après les vingt ans du processus de transformation la Tchéquie a parcouru un long chemin. En adhérant à l'OCDE en 1995, la République tchèque a symboliquement rejoint le groupe des économies plus avancées dans le monde et avec les autres pays de l'Europe centrale et orientale s'est économiquement intégrée au marché intérieur de l'UE. Par rapport au 139 pays évalué à travers le monde la République tchèque a obtenu des résultats relativement bons, dans l'UE-27 n'est qu'une position moyenne, mais de les nouveaux états membres a obtenu avec l'Estonie les meilleurs résultats.³⁵

3.4.1 Les facteurs motivant les entrées d'IDE en République tchèque

Le ministère du développement régional a préparé l'analyse SWOT de la situation socio-économique de la République tchèque, où il a défini les plus importants points forts du pays à partir de lesquels nous pouvons identifier des motifs possibles de la localisation des investissements des sociétés étrangères.

L'économie, l'innovation et les ressources humaines compétitives :

- La main-d'œuvre relativement qualifiée, pas cher et avec une proportion croissante des personnes ayant une formation universitaire
- La forte capacité d'exportation de l'économie et la proximité des débouchés sur le marché
- Le haut niveau d'intégration des entreprises et institutions tchèques dans l'économie de l'UE garantie le standard des conditions pour les entreprises (les entreprises sont étroitement liés en particulier avec les pays voisins)
- L'existence et la qualité des institutions de recherche scientifique, les dépenses en capital relativement élevés sur la recherche et le développement, le degré élevé d'innovation

La compétitivité, les infrastructures et les institutions, qui peuvent inclure les points suivants:

³⁵ BUSINESS INFO. *Ministerstvo průmyslu a obchodu: Analýza konkurenceschopnosti ČR* [online]. [cit. 2013-03-08]. Dostupné z: http://www.businessinfo.cz/files/archiv/dokumenty/mpo_analyzakonkurenceschopnosti_cr.pdf

- Le réseau de l'infrastructure fonctionnel, l'emplacement central avec une connexion au réseau européen
- La position forte de Prague et l'existence de la réussite des agglomérations régionales, qui sont des pôles de croissance importants
- La tradition et la qualité de certains services publics
- La stabilité de l'environnement, le faible taux de pauvreté et à long terme la paix sociale
- La qualité et l'attractivité de l'environnement, la beauté naturelle, les sites culturels et historiques³⁶

³⁶ BUSINESSINFO. *Rámcová SWOT analýza socioekonomické situace ČR* [online]. [cit. 2013-03-06]. Dostupné z: <http://www.businessinfo.cz/cs/clanky/swot-analyza-socioeconomicke-situace-cr-3690.html#sil1>

4 Les investissements français en République tchèque

Dans ce chapitre, l'accent sera mis en particulier sur l'IDE en République tchèque. La première partie de ce chapitre traitera le développement des investissements français et des IDE français en termes de flux. Dans les chapitres le document portera sur la structure sectorielle et la régionale des IDE français. En outre, ce chapitre donne un aperçu des investisseurs les plus importants des principaux domaines d'intervention de l'investissement, ainsi que des informations sur l'utilisation des incitations à l'investissement offertes et des subventions.

Entre la République tchèque et la France, il existe depuis 1991 l'Accord sur la promotion et la protection réciproques des investissements.³⁷ Les investissements représentent tous les actifs, tels que les biens et droits de toute nature. Il s'agit donc d'une activité d'investissements directs dans l'immobilier, les valeurs mobilières, les droits d'auteur et droits de propriété industrielle ainsi que les investissements indirects. L'objet de l'accord est de faciliter les investissements mutuels dans des conditions justes et équitables (c'est-à-dire ceux que fournissent des investisseurs nationaux) et la protection des investissements, y compris les activités de réinvestissement et les revenus qui en découlent.

4.1 Le développement des investissements français en République tchèque

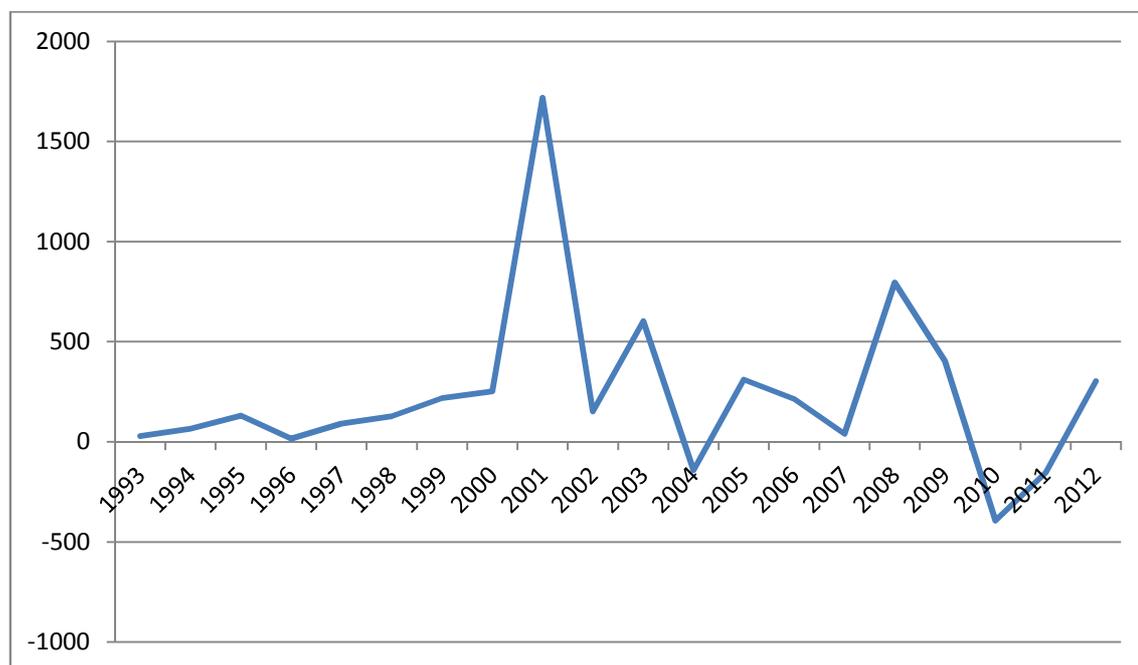
Durant les années 90, l'afflux des investissements français en République tchèque était très lent. Durant la période de 1993 à 2000, les investisseurs français n'étaient pas trop présents en République tchèque et leurs investissements étaient très faibles : ils représentaient 5% des IDE. Un changement radical a eu lieu en 2001, quand on a enregistré une forte croissance des investissements français, comme on peut le voir dans le graphique n° 4.1 ci-dessous.

³⁷MINISTERSTVO FINANČÍ ČR. *Ochrana investic* [online]. [cit. 2013-03-13]. Dostupné z: http://www.mfcr.cz/cps/rde/xchg/mfcr/xsl/ochrana_investic.html

Ce changement fondamental peut être attribué essentiellement aux grands processus de privatisation qui ont amenés en République tchèque la présence d'entreprises mondialement connues et solides. La France est soudainement arrivée à la quatrième place des plus importants investisseurs en termes d'IDE total. Les sociétés françaises en particulier sont entrées en République tchèque par l'achat d'une participation de 60% de « Komerční banka » par la Société Générale et un consortium Vivendi / Anglian Water a acheté « Pražské vodovody a kanalizace » (les aqueducs et les égouts de Prague). Ce tournant, cependant, est la valeur la plus élevée de l'IDE, qui n'a jusqu'à présent pas été dépassé.

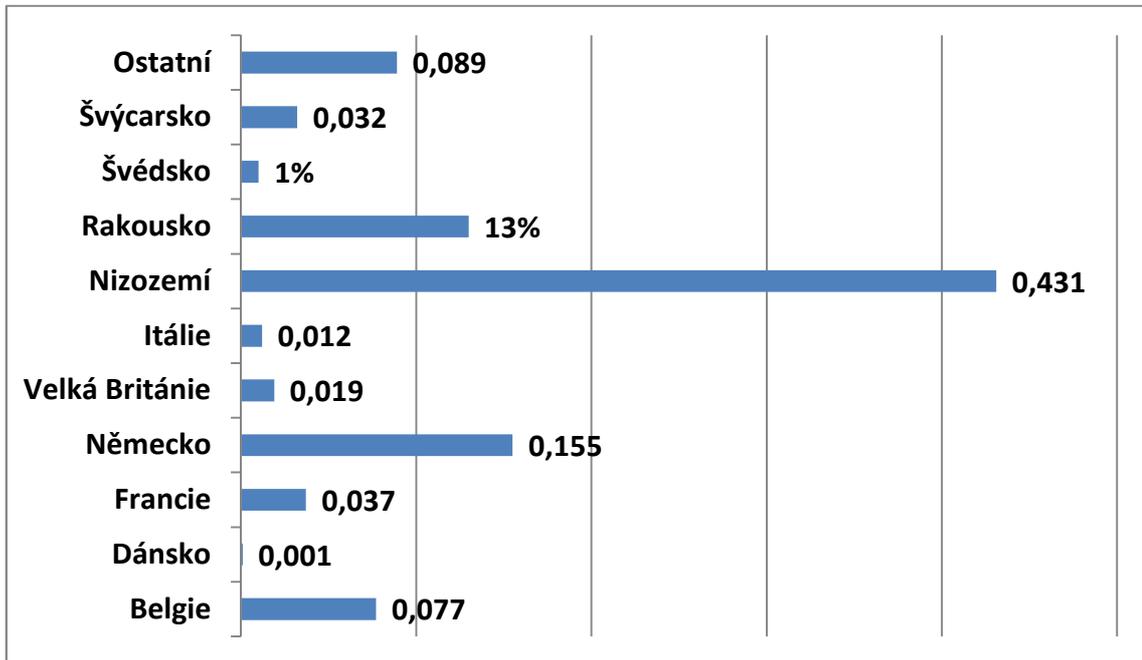
Dans la section suivante, nous discuterons des IDE cumulés de la France, étudiés en fonction de leur structure territoriale et sectorielle. Nous avons utilisé les données de la Banque nationale tchèque sur l'afflux des investissements étrangers directs par secteur et par pays entre 1993 et 2012.

Graphique 4.1 : Les entrées d'IDE français dans les années 1993 – 2012 (en millions euros)



Source : traitement personnel selon Banque nationale tchèque (ČNB)

Graphique 4.2 : Les investissements directs étrangers en République tchèque en 2012 - la structure territoriale



Source : traitement personnel selon Banque nationale tchèque (ČNB)

Pour la comparaison avec d'autres investisseurs en termes de structure territoriale, on peut voir dans le graphique n° 4.2 que les pays ayant une grande part de capital investi en République tchèque étaient le Pays-Bas avec 43,1%, l'Allemagne avec 15,5% et l'Autriche avec une part de 13%. Les entrées importantes venaient aussi de la Belgique, de la France et de la Suisse. La France a contribué à 3,7% de l'investissement total en 2012.

4.1.1 Le développement des IDE français en termes de flux

Le développement des flux d'IDE français suit la tendance générale des entrées en République tchèque. La timidité initiale était due au manque de préparation de la République tchèque sur leur admission. L'entrée dans l'OCDE a contribué à leur croissance en 1995, mais une baisse a eu lieu en 1996 en raison d'une crise gouvernementale. Depuis cette année, il y a eu une augmentation progressive de l'afflux d'investissements jusqu'en 2001, qui a été l'année la plus importante pour les investissements français en République tchèque pour toute la période 1993-2009 (en République tchèque sont arrivés plus de 1,718 milliards euros). La deuxième année très

importante, pas en volume mais en termes de part de l'IDE total, était l'année 2003, qui a atteint en volume le troisième meilleur résultat de 603 millions d'euros, mais la plus grande part de 32,35% dans l'IDE total. En 2004, il y avait un reflux de l'investissement, mais depuis 2005 la tendance était de nouveau en croissance. Il y avait une grande progression au cours de l'année 2005, principalement dans les secteurs de l'approvisionnement en électricité, en gaz et en eau (une augmentation de 336%), en raison de l'implantation de Veolia Eau français, via une filiale de Veolia Eau en République tchèque.³⁸ Le deuxième meilleur résultat en termes de volumes des flux d'investissements a été enregistré en 2008, 796 millions d'euros. La forte baisse en 2010 et 2011 s'explique en raison de la crise économique qui a touché l'Europe en 2008 et 2009. Durant l'année 2012 un renouvellement des entrées a rétabli, le volume était à peu près au même niveau qu'avant la crise. Le développement détaillé est tracé dans le tableau n° 4.1 ci-dessous. Par ailleurs, le graphique n° 4.3 ci-dessous évalue la proportion des investissements français dans le total des IDE. La France parmi tous les pays qui ont investi en République tchèque a atteint le résultat le plus élevé dans le volume des investissements en 2001, 2003 et 2008.

Tableau 4.1 : Le développement de l'IDE total français en République tchèque de 1993 à 2012 (en millions euro)

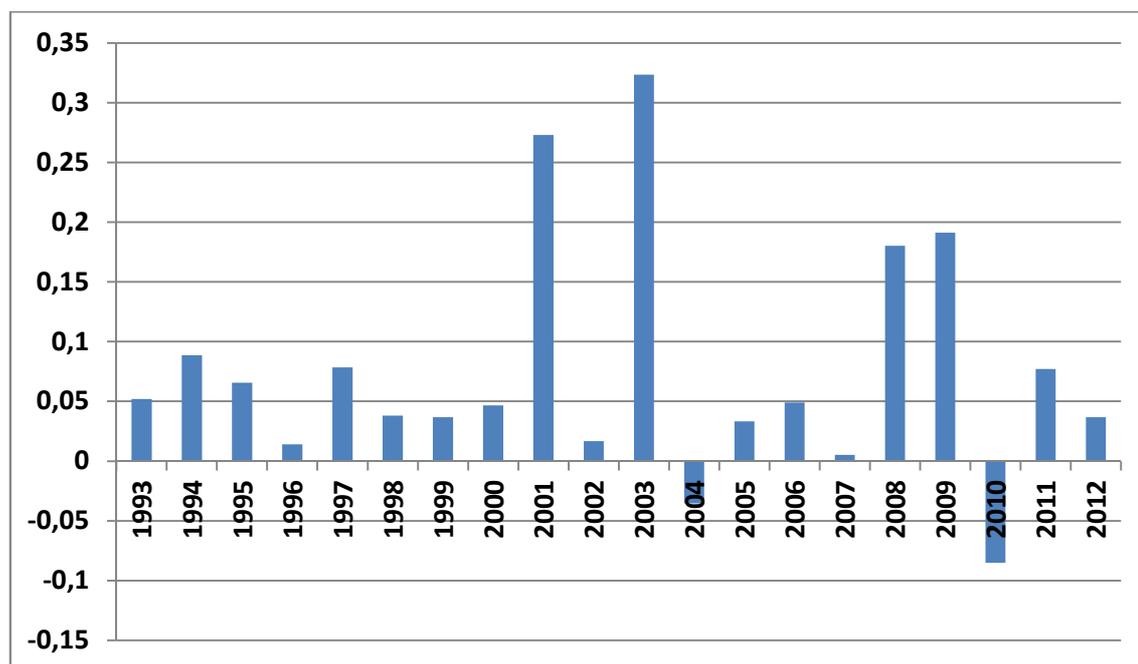
L'année	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
France	29	65	130	16	90	127	218	252	1718	151
Total	559	734	1982	1140	1152	3317	5933	5404	6296	9012

L'année	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
France	603	-142	311	213	40	796	404	-395	-155	303
Total	1863	4007	9374	4355	7634	4415	2110	4637	1668	8248

Source : traitement personnel selon Banque nationale tchèque (ČNB)

³⁸MISSION ÉCONOMIQUE DE PRAGUE. *Présence française en République tchèque*. France: Guides répertoires des missions économiques, 2008. ISSN 1776-7482.

Graphique 4.3 : La proportion des flux d'IDE français dans le total des IDE en République tchèque



Source : traitement personnel selon Banque nationale tchèque (ČNB)

4.2 La structure sectorielle et régionale des IDE français

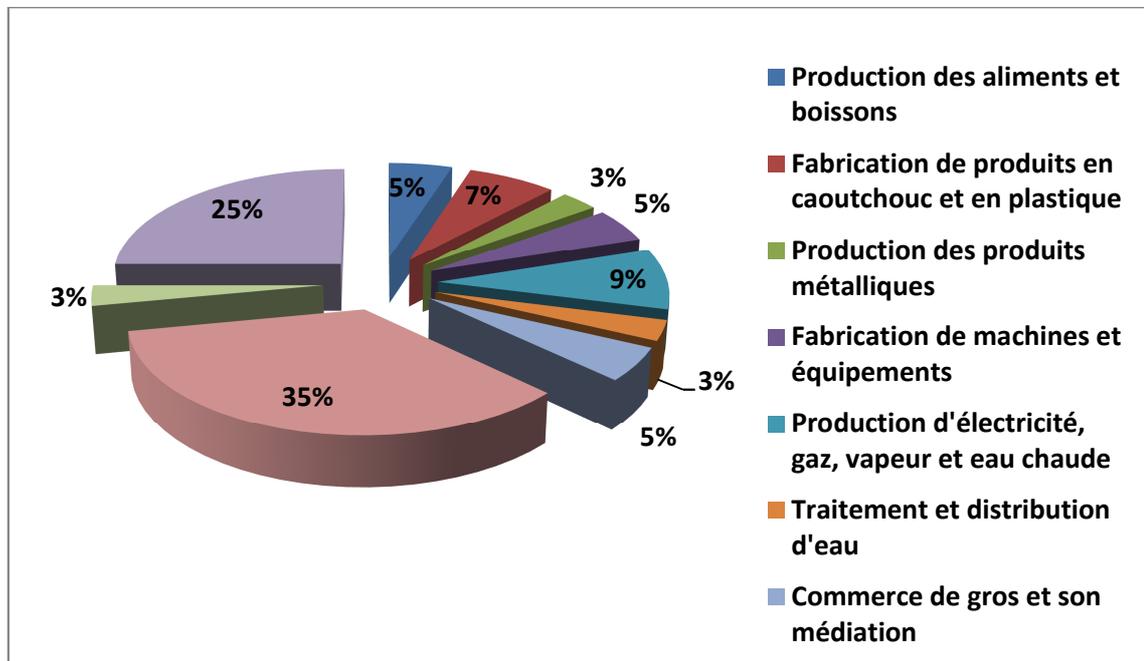
4.2.1 La structure sectorielle des IDE français

Les entreprises françaises sont l'un des investisseurs les plus importants en République tchèque. Les investissements provenant de la France se caractérisent par leur diversité et ils sont présents dans tous les grands secteurs de l'industrie tchèque, en particulier dans les services, les matériaux de construction automobile et la construction. En général, nous pouvons dire que la plus grande part représente l'industrie (70% des entreprises), suivie par les activités commerciales et de la distribution (20%) et les services financiers ou non financiers (10%).

Le graphique n° 4.4 illustre les investissements français les plus importants dans le pays. Comme on peut le voir dans le graphique, pendant la période de temps considérée, le meilleur résultat a eu lieu dans le secteur des finances, qui a pris en moyenne environ 35%. En deuxième place, on a la production et la distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'eau chaude avec 9%. Les autres secteurs importants sont la production de

nourriture et de boissons, les produits en caoutchouc et en plastique, et le traitement et la distribution d'eau.

Graphique 4.4 : La structure sectorielle des plus importants IDE français



Source : traitement personnel selon Banque nationale tchèque (ČNB)

4.2.2 La structure régionale des IDE français

Les IDE particuliers sont dirigés vers les différentes régions. Les investissements français se caractérisent par leur diversité dans la structure industrielle ainsi que dans la structure territoriale est relativement complexe. Mais aussi le fait est qu'il y ait un énorme déséquilibre entre la présence française à Prague et dans le reste du pays.

Les activités économiques françaises sont représentées par 480 sujets et sont concentrés pour les deux tiers à Prague et la Bohême centrale. En effet, 57,2% des entités françaises recensées fin 2008 sont implantées à Prague, contre 7,9% en Bohême centrale (Stredocesky Kraj) et 6,9% en Moravie du Sud (Jihomoravsky Kraj), région de Brno.³⁹

³⁹Trésor. *Les IDE et la présence française en République tchèque en 2010*. [online]. [cit. 2013-03-17]. Dostupné z: <http://www.tresor.economie.gouv.fr/File/340577>

4.3 L'utilisation des incitations à l'investissement des investisseurs français

Ce chapitre contient des informations sur la façon d'utiliser des incitations à l'investissement des entités françaises. Des incitations à l'investissement ont été reçu par 19 entreprises à ce jour. Elles sont répertoriées dans le tableau suivant.

Tableau 4.2 : Les entreprises avec des incitations à l'investissement

Société	Secteur	Investissement (en millions couronnes)	Emplois nouveau créé
Lucas Varity s.r.o.	Transports	1 304,38	265
Valeo Výměníky tepla s.r.o.	Transports	722,20	397
Valeo autoklimatizace s.r.o.	Transports	1 913,00	877
Toyota Peugeot Citroën			
Automobile Czech s.r.o.	Transports	23 500,00	3 000
Mathey s.r.o.	Transport	494,10	100
Ontex CZ s.r.o.	Autres	201,20	38
Knauf Insulation, spol. s.r.o.	Industries du caoutchouc et du plastique	2 944,00	150
Faurecia Exhaust Systems			
s.r.o.	Transport	220,00	100
Faurecia Components Písek s.r.o.	Transport	1 525,24	670
Arjowiggins Czech Republic			
koncernovaný podnik s.r.o.	Autres	257,82	130
s.n.o.p. cz a.s.	Transport	220,00	150

JTEKT Automotive Czech			
Plzen s.r.o.	Transport	375,80	130
Sladovny Soufflet ČR, a.s.	Industrie alimentaire	420,00	0
Alcan packing Skrivany s.r.o.	Industries du caoutchouc et du plastique	372,00	104
Ivecco Czech Republic, a.s.	Transport	160,60	450
Lisi Automotive Form a.s.	Transport	214,72	0
Sladovny Soufflet ČR, a.s.	Industrie alimentaire	210,00	0
Arvin Meritor LVS Liberec a.s.	Transport	106,10	125
Ontex CZ s.r.o.	Autres	545,00	52

Source : Czech Invest

Le plus grand investissement a jusqu'ici été Toyota Peugeot Citroën Automobile (TPCA), qui est le seul à avoir également remporté toutes les incitations à l'investissement (les allégements fiscaux, le soutien matériel pour la création d'emplois, le soutien à la formation et la requalification et la conversion des terres à un prix réduit). Les entreprises utilisent le plus souvent des incitations sous la forme d'allégements fiscaux, les autres incitations ne sont accordées que rarement. Ces entreprises toutes ensemble ont investi 35,7 milliards couronnes et ont créé plus de 6700 emplois. La plupart des sociétés sont dans le secteur de la fabrication des transports et la plupart des incitatives à l'investissement ont été accordées en 2006 et 2008.⁴⁰

⁴⁰CZECHINVEST. *Investment Incentives* [online]. [cit. 2013-03-21]. Dostupné z: <http://www.czechinvest.org/en/dwn-investment-incentives>

4.4 L'appui institutionnel

En République tchèque, il existe un certain nombre d'organisations qui apportent un soutien aux entreprises françaises et jouent un rôle important. Outre déjà mentionnés CzechInvest, il y a aussi:

- *Le service économique de l'ambassade française en République tchèque*

Sa mission est de créer des analyses financières, de suivre l'évolution de l'économie tchèque (l'énergie, l'environnement, les infrastructures de transport et de télécommunications, l'agriculture, l'industrie, la construction, etc.), le commerce, l'investissement direct étranger et la position de la France dans l'économie tchèque. Il organise des événements et des initiatives en République tchèque et en France pour renforcer les relations économiques bilatérales (tables rondes, conférences et séminaires, réunions ..), en particulier pour atteindre des objectifs économiques de partenariat stratégique franco-tchèque. De plus, il prépare et soutient la mission officielle française sur l'économie et les autres activités.

- *La Mission économique UBIFRANCE*

UBIFRANCE accompagne les entreprises françaises dans leur pénétration du marché tchèque et offre un soutien à toutes les étapes du développement de leur entreprise. Elle offre des services tels que les services de conseil (la familiarisation avec les conditions du marché tchèque, la stratégie commerciale adaptée), les contacts (prendre le contact avec des partenaires commerciaux potentiels), les services de communication (prise de conscience de la société) et le VIE (Volontariat International en Entreprise).

- *L'Agence Sopexa*

L'Agence Sopexa se spécialise dans la promotion des produits français de leurs poulains français sur le marché tchèque.

- *La chambre de commerce franco-tchèque*

La chambre de commerce franco-tchèque regroupe près de 300 membres et prend soins d'activités dans le milieu des affaires tchèque-français -

l'organisation d'événements, l'offre d'un soutien aux entreprises tchèques et françaises.

4.5 Les entreprises françaises en République tchèque

Le document « Les IDE et la présence française en République tchèque » émis en janvier 2012 par la Mission Economique de l'Ambassade française à Prague montrent la présence de 472 entreprises françaises, qui emploient plus de 100.000 personnes (les données sont traitées pour l'année 2010). Selon cette étude, en moyenne, une entreprise française emploie 193 personnes et le chiffre d'affaires moyenne est 50 millions d'euros.⁴¹

Il faut mentionner que la valeur moyenne ne reflète pas trop bien la structure des entreprises françaises en République tchèque, parce que les grandes entreprises multinationales sont inclus et elles emploient un grand nombre de personnes et réalisent un chiffre d'affaires beaucoup plus élevé que les autres entreprises. Le diamètre n'est pas donc l'indicateur le plus approprié, car il ne reflète pas vraiment le nombre le plus fréquent des salariés et il ne décrit pas la situation réelle dans les entreprises. Si nous voulons la valeur moyenne, combien de personnes sont employés par les sociétés françaises à l'exclusion des données périphériques, il est préférable d'utiliser la médiane. La médiane n'est pas supérieure à 50 salariés. On peut donc constater que les investissements français chez nous ne sont pas seulement représenté par les géants, en raison de la possibilité d'incitations à l'investissement.

Il y a 50% de PME (petites et moyennes entreprises). Ce sont les entreprises qui emploient moins que le milieu de 50 salariés, puis il y a 20% des entreprises qui emploient encore moins de 10 salariés. D'autre part, il y a 12% des entreprises françaises qui emploient plus de 500 personnes.

⁴¹Trésor. *Les IDE et la présence française en République tchèque en 2010*. [online]. [cit. 2013-03-17]. Dostupné z: <http://www.tresor.economie.gouv.fr/File/340577>

Tableau 4.3 : Les entreprises françaises les plus importantes

L'industrie	Les sociétés
L'industrie pharmaceutique	Pierre Farbe, Boiron, Sanofi-Aventis
L'industrie automobile	TPCA, Faurecia, Valeo
L'électrotechnique	Alstom, Schneider-Electric,
L'industrie alimentaire	Danone, Penord Ricard, Bel, Bograin, Sodiaal, Entremont Alliance, Tereos
L'industrie du bâtiment	Saint Gobain, Vinci, Lafarge, Bouygues Construction
Les services financiers	Société Générale, Calyon, BNP Paribas, Cetelem, Segece, AXA, Coface
Les services non financiers	Accor-Hotels, Accor-Services, Groupe Lagardère, Bull, Capgemini, Gide, Mazars, Bureau Veritas, Socotec, Adecco, Synergies, Altran, Veolia Transport

Les entreprises françaises les plus importantes sur le marché tchèque sont présentés dans le tableau ci-dessus. Les investissements les plus prospères français comprennent l'investissement conjoint par la société française PSA Peugeot - Citroën et la société japonaise Toyota à une nouvelle usine de production de petites voitures TPCA de Kolin, dont le montant est de 1,3 milliards d'euros. Un autre investissement majeur est la société Schneider Electric Písek, qui est l'une des plus grandes usines de fabrication de Schneider Electric en Europe. C'était un investissement d'environ 630 millions de couronnes. Parmi les projets récents et les plus importants, on peut mentionner : la société Capgemini qui a investi dans les services informatiques, la société Faurecia qui a augmenté ses investissements et créée 700 emplois supplémentaires dans la région Moravskoslezky.⁴²

⁴²BUSINESSINFO. *Francie: Obchodní a ekonomická spolupráce s ČR* [online]. [cit. 2013-03-21]. Dostupné z: <http://www.businessinfo.cz/cs/clanky/francie-obchodni-a-ekonomicka-spoluprace-s-cr-19018.html>

4.5.1 La caractéristique des entreprises françaises dans divers secteurs

Dans ce chapitre, nous nous concentrons sur des nombreuses entrées réussies d'entreprises françaises sur le marché tchèque, mais il n'est pas possible de les commenter toutes. Nous nous concentrerons donc sur les plus importants investissements par secteurs, dans lesquels les sociétés françaises opèrent avec succès.

4.5.1.1 Les entreprises industrielles

4.5.1.1.1 L'industrie pharmaceutique

Les principaux investisseurs français dans l'industrie pharmaceutique sont Pierre Fabre, Sanofi-Aventis et Boiron.

Pierre Farbe opère sur le marché tchèque depuis le début des années 90: basée à Prague, elle est engagée dans la fabrication de médicaments et elle fabrique également des cosmétiques. Pierre Farbe est active dans le domaine de la médecine éthique, des produits médicaux et en dermatologie ; et en République tchèque, elle opère principalement dans le domaine des médicaments d'oncologie.⁴³

La société Boiron a commencé à agir très rapidement après 1990 en République tchèque, et est devenu un acteur important dans le développement de l'homéopathie dans le pays. La société Boiron opère à travers la branche tchèque de **Boiron CZ** dont le siège est à Prague. La société a actuellement en République tchèque 22 employés. La groupe Boiron est le premier fabricant mondial de produits homéopathiques. Boiron CZ est à cet égard le numéro un sur le marché tchèque et le plus grand vendeur de ces produits dans le pays. Actuellement, le produit principal en République tchèque est l'Oscilloccinum, la meilleure médecine homéopathique vendue en République tchèque et dans le monde entier.⁴⁴

Sanofi-Aventis est présent sur notre marché depuis l'année 1993. Il est leader en Europe et numéro deux sur le marché tchèque. En 2009 Sanofi Aventis a assumé le rôle du grand fabricant de médicaments tchèque Zentiva et est devenu le propriétaire à 100%

⁴³ Pierre Farbe [online]. [cit. 2013-03-22]. Dostupné z: <http://www.pierre-fabre.cz/>

⁴⁴ Boiron CZ, s.r.o. [online]. [cit. 2013-03-22]. Dostupné z: <http://boiron.cz/cs/12-boiron-v-ceske-republice>

(la société était le principal actionnaire du groupe Zentiv depuis 2006, quand il a acquis une participation de 24% 9).⁴⁵

4.5.1.1.2 L'industrie automobile

Le plus grand investissement greenfield de France en République tchèque était une initiative conjointe des sociétés PSA Peugeot Citroën français et Toyota Motor Corporation japonais. La société **TPCA Czech** (Toyota Peugeot Citroën Automobile) a été fondée en 2002 dans la zone industrielle de Kolín. La production a commencé en février 2005 et a atteint la capacité annuelle prévue de 300.000 véhicules (1000 voitures par jour). Le TPCA emploie actuellement 2414 employés avec une proportion de femmes de 18%. Les ventes d'environ 50 milliards couronnes classe TPCA parmi les plus grands exportateurs dans le pays. La société produit les modèles Toyota Aygo, Peugeot 107 et Citroën C1, des voitures avec une fiabilité et une faible consommation d'énergie. Leur production est de 80% de composants couverts en provenance de République tchèque. Les ventes sont orientées principalement vers la France, l'Italie et la Grande-Bretagne, outre les pays de l'Europe occidentale et centrale se concentre principalement sur l'Amérique latine et la Chine.⁴⁶

L'investissement total dans le projet de cette usine automobile a dépassé les 18 milliards couronnes et est devenu l'un des plus importants investissements étrangers dans le pays. La fabrique a donné environ trois milles de nouveaux emplois et grâce au vaste réseau de fournisseurs avec lesquels l'entreprise coopère, a aussi indirectement contribué à plus d'environ 7.000 nouveaux emplois. La collaboration fonctionne sur le principe de division des fonctions, quand les japonais dirigent la production, les français sont engagés dans les matériaux et la logistique et les tchèques réalisent la production.

Le groupe comprend, outre les deux principales marques de constructeurs automobiles - Peugeot et Citroën - aussi bien l'entreprise **Faurecia**, le leader européen et le numéro deux mondial dans la fabrication d'équipements automobiles. C'est un important fabricant d'accessoires de voiture et est aujourd'hui le plus grand fabricant de sièges d'automobiles et les échappements de l'Europe. Il est présent dans près de 33 pays et

⁴⁵SANOFI. *Sanofi v České republice* [online]. [cit. 2013-03-22]. Dostupné z: <http://www.sanofi.cz/cz/cs/layout.jsp?cnt=C982C6E8-2EB6-4D9E-AD8D-D5276C539EF3>

⁴⁶TPCA [online]. [cit. 2013-03-23]. Dostupné z: <http://www.tpca.cz/cz/o-nas/>

emploi 75.000 travailleurs.⁴⁷ En République tchèque, il y a actuellement deux fabriques à Pardubice, deux usines à Mladá Boleslav et une usine à Bakov nad Jizerou. La société en République tchèque emploie aujourd'hui plus de 3.500 personnes. L'entreprise fournit ses produits principalement au groupe Volkswagen, et aux constructeurs automobiles Renault, Mercedes-Benz, PSA Peugeot Citroën, General Motors et Ford Europe.

Un autre rôle important en République tchèque est joué également par la société **Valeo**, qui se concentre sur le design, la production et la vente de composants, de systèmes intégrés et de modules pour l'industrie automobile, principalement pour la réduction des émissions de CO2. C'est l'un des plus grands fournisseurs automobiles dans le monde. Le groupe Valeo emploie 52.200 collaborateurs dans 27 pays dans le monde entier. En République tchèque, il dispose de trois usines de fabrication en Rakovník, Humpolec et Žebrák et d'un centre de développement à Prague. Ces usines se spécialisent dans la fabrication de composants pour la climatisation des voitures, qui emploient toutes ensemble environ 3000 personnes. Dans la région de Rakovník, Valeo est le plus grand employeur de la région.⁴⁸

4.5.1.1.3 L'électrotechnique

La plus grande entreprise française opérant dans ce secteur, est la société **Alstom**, le spécialiste mondial des systèmes énergétiques et de transport. Alstom fabrique et fournit des systèmes de services de production d'énergie électrique à tous les niveaux de la chaîne de l'énergie et toutes sortes de combustibles pour la production d'énergie. La société fabrique également des systèmes complets et fournit des services pour tous les types d'activités sur les chemins de fer. Alstom compte plus de 92.700 employés et est présente dans 100 pays. En République tchèque, Alstom fabrique des équipements pour la production d'électricité dans l'usine à Brno et de chemins de fer tchèques trains Pendolino. La société a livré des trains Pendolino à « České dráhy » (les chemins de fer tchèques), ce qui était une étape historique dans le transport ferroviaire tchèque.

Schneider-Electric est un autre investissement français important dans ce domaine. Schneider Electric opère sur le marché mondial depuis 170 ans et est engagé dans la

⁴⁷ *Faurecia* [online]. [cit. 2013-03-24]. Dostupné z: <http://www.faurecia.com/Pages/Default.aspx>

⁴⁸ *Valeo groupe* [online]. [cit. 2013-03-24]. Dostupné z: <http://www.valeogroup.cz/>

distribution d'énergie, l'automatisation et des solutions pour des applications critiques et de refroidissement. La société emploie plus de 100 milles employés dans plus de 100 pays, dont 6.500 travaillent dans la recherche et développement (pour lesquels elle investit chaque année 5% des bénéfices) et coopère avec une cinquantaine d'universités. L'entreprise possède une usine de fabrication à Písek, où elle se spécialise dans la production des équipements électromécaniques destinés aux marchés tchèques et mondiaux. La société emploie 600 personnes et est l'une des entreprises les plus importantes de la région de Bohême du Sud. D'autres bureaux de la société sont situés à Prague et des bureaux d'affaires à Brno, à Ostrava et à Písek, où travaillent 228 employés.⁴⁹

4.5.1.1.4 L'industrie alimentaire

L'entreprise française la plus importante dans le secteur de l'alimentation est sans aucun doute **le Groupe Danone**. Depuis 1994, la société Danone figure parmi les plus grands acteurs mondiaux de l'industrie alimentaire. Les activités de la société sont présentement concentrées sur trois domaines principaux: les produits laitiers, produits de boulangerie et les boissons. Danone emploie près de 90.000 personnes sur tous les continents. Une certaine partie des bénéfices de la société sont consacrés régulièrement aux activités de recherche et développement.⁵⁰ Depuis 1992, la société Danone à Benešov près de Prague (l'ancienne laiterie Benešov) fait partie du groupe alimentaire Danone. Parmi les marques, les plus connues en République tchèque de ce fabricant sont les suivantes : « Activia », « Actimel », « Kostíci », « Dobrá máma ».⁵¹

La société **Pernod Ricard** s'est établie au cours du XX^e siècle comme le producteur de boisson traditionnel français pastis. Pernod Ricard est devenu le deuxième plus grand producteur de distillats (le premier en Europe et en Asie) et le quatrième plus grand producteur de vin du monde.⁵² La société possède des marques telles que Chivas Regal, Jameson, Havana Club et le gin Seagram et société Jan Becher de Karlovy Vary. En

⁴⁹ *Schneider Electric* [online]. [cit. 2013-03-24]. Dostupné z: <http://www.schneider-electric.com/site/home/index.cfm/cz/>

⁵⁰ *Danone - Our company - Introduction* [online]. [cit. 2013-04-03]. Dostupné z: <http://www.danone.com/en/company/introduction.html>

⁵¹ *Danone* [online]. [cit. 2013-04-03]. Dostupné z: <http://www.danone.cz/>

⁵² *Pernod Ricard* [online]. [cit. 2013-04-03]. Dostupné z: <http://pernod-ricard.com/21/home>

1997, la compagnie a entrée en République tchèque à la fabrique de liqueur Becherovka, qui produit la boisson traditionnel tchèque.⁵³

Dans la production de fromage, le numéro un sur le marché tchèque est la société **Bel** avec plus de 50% de parts de la valeur. La société française Fromageries Bel est le plus important producteur de fromage au monde avec des activités dans plus de 120 pays à travers le monde. Sur le marché tchèque, Groupe Bel emploie 200 salariés et produit près de 10.000 tonnes de fromage pour un chiffre d'affaires d'environ 1,3 milliard de couronnes. Leurs produits incluent: « Vache qui rit », « Smetanito », « Želetava », « Kiri », « Mini Babybel », « Leerdammer » ou « Gervais ».⁵⁴

Le Groupe français **Bograin** se concentre sur la production de spécialités fromagères et laitières et se classe parmi le plus grand transformateur mondial de lait. Bograin est en République tchèque depuis l'année 1992, quand la société Pribina est devenu une partie du Groupe Bograin, suivie par les sociétés TPK et PMS.⁵⁵

On peut également mentionner le groupe **Sodiaal**, qui produit des yaourts Yoplait à Slušovice et le groupe laitier **Entremont Alliance** sur le marché tchèque par sa filiale Euroserum. L'équipe de l'industrie sucrière française est regroupée sous le nom **Tereos** et produit le sucre dans l'usine à Dobronice.

4.5.1.2 L'industrie du bâtiment

La société dominante dans le secteur de la construction, la société **Saint Gobain**. L'entreprise française bénéficie d'une longue tradition qui remonte jusqu'à 17^{ème} siècle. Ce groupe multinational présent dans 64 pays à travers le monde, et en République tchèque dispose de 9 sociétés et 16 usines diffusées à travers le pays (la plupart est à Prague et en Bohême centrale). La société emploie en République tchèque 4.200

⁵³ *Jan Becher - O společnosti* [online]. [cit. 2013-04-03]. Dostupné z: <http://www.janbecher.cz/cz/o-spolecnosti>

⁵⁴ *Bel Sýry Česko - O společnosti* [online]. [cit. 2013-04-04]. Dostupné z: <http://www.belsyry.cz/section/o-spolecnosti>

⁵⁵ *Bograin Foodservice* [online]. [cit. 2013-04-04]. Dostupné z: <http://www.bograin-foodservice.cz/cz/4/O-spolecnosti.html>

personnes. Cependant, il est difficile de trier un secteur particulier, car le champ de ses activités est très large, l'activité principale est la construction.⁵⁶

Le groupe **Vinci** est l'un des géants mondiaux dans l'industrie de la construction. Vinci est une des sociétés plus importantes du secteur de la construction. La société Vinci est présente sur le marché par de nombreuses filiales tchèques dans plusieurs secteurs.⁵⁷ Dans l'industrie de la construction ce sont les entreprises suivantes: Prumstav-FCC, SMP, Eurovia et Soletanche. En 2006, ce groupe par sa filiale EUROVIA est devenu le seul propriétaire de la société « Stavby silnic a železnic » (la construction de routes et de chemins de fer). Cela s'est traduit par Eurovia CS, une des plus grandes entreprises de construction en République tchèque et un leader dans le domaine de l'ingénierie du trafic. Le résultat net consolidé du Groupe Eurovia CS en 2011 était de 1 359, 6 millions couronnes et au 31/12/2011 employait 3599 personnes en République tchèque.⁵⁸

Même dans le domaine particulier de la production de ciment, la France est représentée en Tchéquie. La société **Lafarge** produit à Čížkovice 900 milles de tonnes du ciment par an. Lafarge est entré dans le marché tchèque en 1992 quand il a acquis lors du projet de privatisation 12, 5% et est progressivement devenu le propriétaire de Cimenterie Čížkovice, actuellement l'un des plus grand producteur de ciment dans le pays.⁵⁹

Le groupe **Bouygues Construction** est un leader mondial dans l'industrie du bâtiment, des travaux de construction, l'installation et la maintenance électrique, leurs services sont déjà disponibles dans une soixantaine de pays. Depuis 2006, il est également propriétaire de « VCES » et « VSL » en République tchèque. VCES fournit un contrat général de construction, de la préparation des documents du projet à la construction réelle. L'entreprise emploie en moyenne 600 employés et en 2011 le chiffre d'affaires était environ 2 milliards de couronnes.⁶⁰

⁵⁶ *Saint-Gobain* [online]. [cit. 2013-03-26]. Dostupné z: <http://www.saint-gobain.cz/>

⁵⁷ *Entreprise Vinci* [online]. [cit. 2013-04-01]. Dostupné z: <http://www.vinci.com/vinci.nsf/fr/page/entreprises.htm>

⁵⁸ *Eurovia: ekonomické ukazatele* [online]. [cit. 2013-04-01]. Dostupné z: http://www.eurovia.cz/cs/profil_spolecnosti/ekonomicke_ukazatele

⁵⁹ *Lafarge v České republice* [online]. [cit. 2013-04-01]. Dostupné z: http://www.lafarge.cz/wps/portal/cz/1_1-Lafarge-v-Ceske-republice

⁶⁰ *VCES dnes* [online]. [cit. 2013-04-01]. Dostupné z: <http://www.vces.cz/index.php?docid=69&lang=CZ>

4.5.1.3 Les services financiers

Société Générale est l'un des plus grandes groupes européens de services financiers. Environ 160.000 employés travaillant dans les bureaux dans 77 pays sont quotidiennement au service de plus de 33 millions de clients dans le monde entier. En République tchèque la société « Komerční banka » est la société mère du groupe KB et fait partie du groupe international Société Générale. « Komerční banka » emploie plus de 8.620 personnes, dispose de 375 agences à travers le pays et a plus de 1,6 millions de clients tchèques. C'est une banque universelle avec une large gamme de services bancaires et fait partie des plus grandes institutions bancaires tchèques.⁶¹

D'autres sociétés françaises faisant des affaires dans le secteur bancaire avec nous sont: **Calyon** (Groupe Crédit Agricole) en République tchèque spécialisée dans la banque de financement, **BNP Paribas** Prague possède un bureau de représentation, une succursale axée sur le crédit à la consommation **Cetelem** et une succursale immobilière **Segece**.

La société **AXA** est sur le marché tchèque depuis 15 ans et propose une large gamme d'assurance vie et non-vie. En République tchèque a plus de 2000 employés et des conseillers financiers, près de 700.000 clients, 90 sites régionaux et d'affaires.⁶²

Coface en République tchèque est représenté dans toutes les principales gammes de produits du groupe français Coface. Coface se spécialise dans l'assurance des créances, l'évaluation de la solvabilité des entreprises et le factoring.⁶³

4.5.1.4 Les services non financiers

4.5.1.4.1 L'hôtellerie

Accor-Hotels possède de neuf hôtels en République tchèque, six hôtels à Prague (Ibis et Novotel) et un hôtel Ibis à Plzeň, à Olomouc et à Ostrava.

⁶¹ *Komerční banka - základní informace* [online]. [cit. 2013-04-05]. Dostupné z: <http://www.kb.cz/cs/o-bance/o-nas/zakladni-informace.shtml>

⁶² *AXA Česká republika* [online]. [cit. 2013-04-05]. Dostupné z: <http://www.axa.cz/axa-v-ceske-republice/skupina-axa/servisni-spolecnost/>

⁶³ *Coface* [online]. [cit. 2013-04-05]. Dostupné z: http://www.coface.cz/CofacePortal/CZ/cz_CZ/pages/home/who_we_are

Une filiale **Accor-Services** propose en République tchèque deux types de produits - les avantages sociaux (les chèques-resto, coupons etc.) et de la motivation et de fidélisation (chèques cadeaux). Par l'achat du groupe Exit la société Accor-services est devenue le numéro un en République tchèque (les chèques-resto sous la marque Tickets restaurant). Les chèques-resto et d'autres avantages sociaux sont également part de l'entreprise **Sodexo** qui offre ses services à des entreprises industrielles et commerciales, les écoles, les militaires, et d'autres sociétés.

4.5.1.4.2 Les médias

Le Groupe Lagardère, présent dans plus de 40 pays, est l'une des plus grandes entreprises de médias au monde. Le groupe médiatique Lagardère Active ČR, qui appartient au groupe Lagardère multinationale, est l'un des plus importants sur le marché de la radio tchèque. Lagardère est arrivé en 1991 en République tchèque et a créé la station de radio Evropa 2. Actuellement, Lagardère possède les stations de radio suivantes - « Evropa 2 », « Frekvence 1 », « Radio Bonton » et « Dance Radio ».⁶⁴

4.5.1.4.3 Consulting

Bull est une filiale du Groupe Bull, une grande entreprise française fournissant des services dans le domaine des technologies de l'information. L'entreprise **Capgemini** fournit le consulting dans le domaine des technologies et de l'externalisation. Les bureaux de conseil juridique **Gide** et des cabinets d'audit **Mazars** fournissent le soutien pour les entreprises tchèques et les sociétés internationales. La société **Bureau Veritas** est engagé traditionnellement dans la certification et **Socotec** aux questions d'inspection.

4.5.1.4.4 Les ressources humaines

Dans le domaine des ressources humaines sont présentes sur le marché tchèque les sociétés **Adecco** et **Synergies** qui se spécialisent dans le recrutement. Synergie est sur le marché tchèque depuis 1993 et sa mission est de trouver à ses clients des travailleurs de haute qualité.⁶⁵ Adecco domine actuellement le marché mondial du conseil en

⁶⁴ *Lagardère Active ČR* [online]. [cit. 2013-04-05]. Dostupné z: <http://www.lagardere.cz/kdo-jsme/profil.html>

⁶⁵ *Synergie* [online]. [cit. 2013-04-06]. Dostupné z: <http://synergie-recruitment.cz/o-synergie.php>

ressources humaines et sur le marché tchèque est présent depuis 1992.⁶⁶ Depuis 2006, en République tchèque, il y a également la société **Altran**. Altran est le leader européen dans le conseil technologique et d'innovation.⁶⁷

4.5.1.4.5 Le transport

Veolia Transport est la plus grande société de transport privé en Europe et fait partie du groupe Veolia. Les principales activités du Groupe en République tchèque sont un service régulier de l'autobus - opère plus de 600 lignes urbaines et suburbaines réguliers. La société associe en République tchèque cinq entreprises et deux entreprises en Slovaquie. Chiffre d'affaires total pour les deux pays dépasse 3,8 milliards de couronnes. Sa flotte se compose de plus de 1.900 autobus et 38 trolleybus, et emploie plus de 3.100 collaborateurs. Il réalise plus de 100 millions de passagers par an. Sur le marché des services réguliers d'autobus en République tchèque, Veolia Transport a la position la plus forte avec une part de plus de 20% du marché. Veolia Transport exploite également des services de transport ferroviaire.⁶⁸

4.5.1.5 La distribution

Dans le secteur de la distribution, il y a sur le marché tchèque un certain nombre de sociétés. L'industrie pétrolière est représenté la société **Total**. Les entreprises **Sephora** et **L'Oréal** distribuent les parfums et les produits cosmétiques. Dans l'industrie automobile, on a des entreprises comme **Citroën**, **Peugeot**, **Renault** et le fabricant des pneus **Michelin**. Dans le domaine des produits pharmaceutiques, il s'agit des entreprises **Sevier**, **Pierre Farbe**, **Boiron**, **BioMérieux** et **Sanofi Aventis**.

4.5.2 Les options pour la poursuite du développement des IDE français

La plupart des entreprises françaises sont présentes en République tchèque à long terme et leur position sur le marché est stable. Ainsi, nous pouvons évaluer les investissements français positivement malgré quelques projets infructueux. L'impact très positif sur

⁶⁶ Adecco [online]. [cit. 2013-04-06]. Dostupné z: http://www.adecco.cz/o_adecco.html

⁶⁷ Altran Groupe [online]. [cit. 2013-04-06]. Dostupné z: <http://www.altran.com/about-us/overview.html>

⁶⁸ Veolia Transport [online]. [cit. 2013-04-06]. Dostupné z: <http://www.veolia-transport.cz/o-spolecnosti/>

l'afflux d'investissements français qu'ont eu les incitations à l'investissement. Depuis cela, la France a eu la position d'un des investisseurs les plus puissants en République tchèque. L'afflux de l'investissement français a été affecté négativement par la crise économique. C'était après son déclenchement en 2008, puis la crise s'est manifesté le plus fortement en 2009 et 2010. Dans cette période, il y avait une baisse significative des investissements français. Ce n'était pas un phénomène exceptionnel, les investissements directs étrangers ont diminué aussi au niveau mondial. Sur la base d'une bonne relation d'affaires entre la France et la République tchèque on peut supposer que les investisseurs français vont continuer la mise en œuvre des investissements en République tchèque. À l'avenir, les échanges mutuels pourrait faciliter la monnaie commune.

Résumé

L'investissement direct étranger joue dans le monde d'aujourd'hui un rôle très important, étant l'un des facteurs essentiels de la croissance économique et de la mondialisation. Au regard de l'importance des entrées totales dans les économies chaque année, on voit un impact significatif de l'IDE sur les pays et leurs situations économiques. Leur rôle est encore plus grand dans les économies de l'ancien bloc de l'Est et dans les autres pays auparavant en transition ou dans les pays en développement. Dans ces pays, l'offre de nouveaux capitaux a permis l'essor rapide de l'économie, la création des emplois, le développement de la technologie et l'augmentation du niveau de vie dans les régions. L'investissement direct étranger peut être qualifié de phénomène important qui a contribué au développement et à la transformation des anciennes économies socialistes en économies de marché, ce qui est également le cas de la République tchèque.

Dans l'introduction de ce mémoire, nous avons établi deux principaux objectifs qu'on voulait progressivement atteindre. Le premier objectif était d'analyser et d'évaluer le développement et l'état actuel des investissements directs français en République tchèque. Le deuxième objectif était de décrire l'environnement des affaires tchèque et d'explorer la présence des entreprises françaises en République tchèque, y compris l'analyse des facteurs motivant les entrées des IDE en République tchèque, le système d'incitations à l'investissement et l'analyse de l'environnement d'investissement tchèque.

L'afflux des investissements directs en République tchèque depuis le début des années 90 est en croissance. L'entrée dans l'Union européenne en 2004 a renforcé l'attractivité et la crédibilité de la République tchèque dans le domaine du commerce international. Cette étape a confirmé son statut de pays développé dans le monde occidental, signifiant aux investisseurs potentiels et aux partenaires commerciaux une réduction significative du risque, et les a amenés à accroître leur intérêt pour la coopération avant même l'entrée dans l'Union. La République tchèque fait partie des pays les plus prospères de l'ancien bloc de l'Est et une croissance économique positive devrait se poursuivre. Le climat d'investissement économique tchèque est favorable, il existe des systèmes incitatifs à l'investissement et des avantages qui attirent un grand nombre d'investisseurs étrangers. Il y a aussi un certain nombre d'organisations et d'organismes gouvernementaux pour promouvoir les entreprises et les investissements. Le plus grand

volume d'investissements directs l'année dernière venait de l'Allemagne, de la Slovaquie, de la Pologne et de la France. Les investisseurs étaient le plus intéressés par l'industrie manufacturière, en particulier la production de véhicules automobiles, suivis par l'immobilier et les services aux entreprises et l'intermédiation financière.

Les investisseurs de la France génèrent environ un dixième de l'IDE mondial, et à l'échelle européenne, la France est la cinquième. La plus grande partie de l'investissement est dirigée vers la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, l'Allemagne et les Etats-Unis. Le plus grand volume d'investissements français est dans le secteur des services, surtout dans diverses activités commerciales et l'intermédiation financière. Dans l'industrie, l'investissement est principalement dans la production de véhicules automobiles, les autres matériaux de transport et les industries chimiques.

Les relations entre la République tchèque et la France ont toujours été favorables. La proportion des investissements directs français dans le total des IDE venant en République tchèque a augmenté au fil des années. Dans la période de transition où l'économie tchèque moderne a été façonnée, les entreprises françaises ont commencé à entrer sur le marché tchèque, et la plupart d'entre elles sont restées et ont continué à accroître leur présence. Actuellement, la France occupe la 5^{ème} place des plus grands investisseurs dans le pays parmi tous les pays du monde. Entre la République tchèque et la France, il existe un accord sur la promotion et la protection réciproques des investissements depuis 1991.

Sur le territoire de la République tchèque sont actuellement présentes plus de 472 entreprises à capitaux français, qui emploient plus de 100 000 personnes. La grande majorité de ces entreprises sont des petites et moyennes entreprises. Les entreprises françaises opérant sur le marché tchèque sont sectoriellement diversifiées. Elles sont présentes dans presque tous les secteurs, à la fois dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Les Français ont investi le plus dans les activités liées à l'industrie automobile, les services financiers et bancaires, ainsi que la construction, l'industrie alimentaire et l'électronique. Un facteur important est aussi le fait que les IDE français correspondaient à la tradition industrielle tchèque, en particulier dans l'industrie automobile, où une grande partie de l'investissement a été concentrée. Au cours des dernières années, les investissements orientés vers des services et des activités à forte valeur ajoutée sont de plus en plus arrivés de France. Les plus grands investissements

français étaient l'investissement TPCA et Société Générale. Cependant, les investissements français en République tchèque n'étaient représentés que par ces géants de dimension mondiale. Aujourd'hui c'est exactement l'inverse, la moitié des entreprises françaises emploient moins de 50 salariés, ce qui facilite considérablement le développement des petites et moyennes entreprises en République tchèque.

Les relations franco-tchèques ont des racines solides et sont de bon niveau. On peut supposer que dans l'avenir, ces relations vont continuer à s'approfondir. En ce qui concerne le développement futur des IDE français dans le pays, il est possible de prévoir que la tendance à la hausse se maintiendra à l'avenir. D'autre part, il est clair qu'il sera très difficile d'atteindre des valeurs telles qu'en 2001 et 2003, lors des grands projets d'investissement de TPCA et de Société Générale. Elles prendront la forme de petites et moyennes entreprises dans différents types d'industries, en mettant l'accent sur le secteur manufacturier et le secteur des services. Les nouveaux investisseurs arrivants peuvent profiter de bons contacts, des connaissances et des ressources des entreprises déjà établies et un certain nombre d'institutions d'appui.

Závěr

Přímé zahraniční investice hrají v dnešním světě velmi významnou roli jako jeden z klíčových faktorů ekonomického růstu a globalizace. Mají nepostradatelný vliv na danou zemi a její ekonomickou kondici. Větší roli pak mají v ekonomikách bývalých zemí východního bloku a jiných dříve tranzitních či rozvojových zemí. V těchto zemích, příliv nového kapitálu umožnil rychlý růst ekonomiky, vytváření pracovních míst, rozvoj technologií a zvýšení životní úrovně v regionech. Přímé zahraniční investice lze tedy charakterizovat jako důležitý fenomén, který se zasloužil o rozvoj a transformaci bývalých socialistických tržních ekonomikách, což je i případ České republiky.

V úvodu této práce byly vytyčeny dva hlavní cíle, kterých jsme chtěli postupně dosáhnout. Prvním cílem bylo zanalyzovat a zhodnotit vývoj a současný stav francouzských přímých investic v České republice. Druhým cílem bylo popsat české investiční prostředí a přítomnost francouzských společností v České republice, včetně analýzy faktorů, které určují příliv přímých zahraničních investic do České republiky a systému investičních pobídek.

Příliv přímých investic v České republice od počátku 90. let rostl. Také vstup do Evropské unie v roce 2004 zvýšilo atraktivitu a důvěryhodnost České republiky v oblasti mezinárodního obchodu. Tento krok potvrdil statut vyspělé země v západním světě, což znamenalo pro potenciální investory a obchodní partnery významné snížení rizika, a zvýšilo to jejich zájem o spolupráci ještě před samotným vstupem do Evropské unie. Česká republika je jednou z nejvíce prosperujících bývalých zemí východního bloku a pozitivní hospodářský růst bude i nadále pokračovat. České investiční klima je příznivé, existují motivační programy a výhody, které přitahují mnoho zahraničních investorů. Existuje také celá řada organizací a vládních agentur pro podporu podnikání a investic. Největší objem přímých zahraničních investic v loňském roce přišlo z Německa, Slovenska, Polska a Francie. Investoři nejvíce investovali do zpracovatelského průmyslu, zejména výroby motorových vozidel, do nemovitostí, služeb pro podniky a finančního zprostředkování.

Investoři z Francie generují přibližně desetinu celosvětových přímých investic, v evropském měřítku dokonce pětinu. Největší část investic směřuje do Británie,

Nizozemska, Německa a Spojených států. Největší objem francouzských investic je realizován v sektoru služeb, zejména v různých obchodních aktivitách a finančním zprostředkování. V průmyslu, jsou to pak investice zejména do výroby motorových vozidel, ostatních dopravních zařízení a do chemického průmyslu.

Vztahy mezi Českou republikou a Francií byly vždy příznivé. Podíl francouzských přímých investic na celkových přímých zahraničních investicích do České republiky se zvýšil v průběhu let. V období transformace, kdy se moderní česká ekonomika utvářela, začaly francouzské společnosti vstupovat na český trh, z nichž většina zůstala a dále se zvyšovala jejich přítomnost. V současné době je Francie pátým největším investorem v České republice. Mezi Českou republikou a Francií, existuje od roku 1991 dohoda o podpoře a vzájemné ochraně investic.

Na území České republiky je v současné době více než 472 společností s francouzským kapitálem, které zaměstnávají více než 100.000 lidí. Drtivá většina těchto společností tvoří malé a střední podniky. Co se týká odvětví, francouzské firmy působící na českém trhu jsou přítomny téměř ve všech odvětvích. Nejvíce Francouzi investovali do aktivit souvisejících s automobilovým průmyslem, bankovníctvím a finančními službami, stavebnictvím a potravinářským průmyslem. Důležitým faktorem je i to, že francouzské PZI odpovídají české průmyslové tradici, zejména v automobilovém průmyslu, kde se koncentruje velká část investic. V posledních letech jsou francouzské investice více zaměřeny na služby a služby s vysokou přidanou hodnotou. Největšími investicemi byly TPCA a Société Générale. Polovina francouzských podniků zaměstnává méně než 50 zaměstnanců, což velmi usnadňuje rozvoj malých a středních podniků v České republice.

Francouzsko-české vztahy mají silné kořeny a jsou na dobré úrovni. Můžeme předpokládat, že v budoucnu se budou tyto vztahy i nadále prohlubovat. Co se týče budoucího vývoje francouzských přímých investic v zemi, je možné předpokládat, že rostoucí trend bude pokračovat i do budoucna. Předpokládáme, že budoucí investice nebudou pravděpodobně takového rozměru jako TPCA a Société Générale, ale že se bude jednat o malé a střední podniky především v průmyslu a oblasti služeb. Nově přichozí společnosti mají možnost využít kontaktů zavedených společností a široké škály institucionální podpory.

Anotace

Autor	Bc. Petra Hlavatá
Katedra, Fakulta	Katedra romanistiky, Filozofická fakulta
Název práce	Les investissements français en République tchèque
Název práce v angličtině	French investments in the Czech Republic
Vedoucí práce	Doc. Mgr. Jaromír Kadlec
Jazyk práce	Francouzština
Rok obhajoby	2013
Počet znaků	129 346
Počet příloh	4
Počet titulů použité literatury	8
Klíčová slova	Přímé zahraniční investice, lokalizační teorie, dopady PZI, francouzské přímé investice, Francie, Česká republika, ekonomická charakteristika, zahraniční obchod, systém investičních pobídek, institucionální podpora, vývoj francouzských PZI, regionální a teritoriální struktura PZI, francouzské společnosti v ČR
Anotace práce	Diplomová práce "Francouzské investice v České republice" je rozdělena do čtyř hlavních částí. Jejím cílem je analyzovat a zhodnotit vývoj a současný stav francouzských přímých investic v České republice, popsat české investiční prostředí a přítomnost francouzských společností v České republice, včetně analýzy faktorů, které určují příliv přímých zahraničních investic do České republiky a systému investičních pobídek.
Klíčová slova v angličtině	Foreign direct investment, location theory, the impact of FDI, the French direct investment, France, Czech Republic, economic characteristics, foreign trade, the system of investment incentives, institutional support, development of French FDI, regional and territorial structure of FDI, the French companies in the Czech Republic
Anotace v angličtině	The thesis "French investment in the Czech Republic" is divided into four main parts. Its aim is to analyze and evaluate the development and current situation of French direct investment in the Czech Republic, describe the czech investment environment and the presence of French companies in the Czech Republic, including an analysis of the factors that determine FDI inflows into the Czech Republic and the system of investment incentives.

Bibliographie

Livres :

BERTRAND, Bellon; RHIDA, Gouia: *Investissements directs étrangers et développement industriel méditerranéen*. Paris: Economica, 1998. ISBN 271783561X.

SRHOLEC, Martin: *Přímé zahraniční investice v České republice. Teorie a praxe v mezinárodním srovnání*. 1. vydání. Praha: Linde, 2004. ISBN 80-86131-52-1.

ČADIL, J.: *Regionální ekonomie. Teorie a aplikace*. Praha: C.H. Beck, 2010. ISBN 978-80-7400-191-8.

DVOŘÁČEK, Jiří. *Strategická analýza vybraných faktorů podnikání v Evropské unii*. Praha: Oeconomica, 2005. ISBN 80-245-0818-4.

BENÁČEK, Vladimír. FDI in the Czech Economy: Theory and Applications. *FDI in the Czech Economy: Theory and Applications*. 2000. no. 1.

WOKOUN, R. a J. TVRDOŇ. *Přímé zahraniční investice a regionální rozvoj*. Praha: Oeconomica, 2010. ISBN 978-80-245-1736-0.

Zákon číslo 72/2000 Sb., § 1, odst. 2.

OECD, *Études économiques de l'OCDE: République tchèque*, 2010

Sources internet :

Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux. 2008, Quatrième Edition. Dostupné z: <http://www.oecd.org/fr/industrie/investissementinternational/statistiquesetanalysesdelinvestissement/40632182.pdf>

ČNB. *Přímé zahraniční investice za rok 2010* [online]. [cit. 2013-02-10]. Dostupné z: http://www.cnb.cz/miranda2/export/sites/www.cnb.cz/cs/statistika/platebni_bilance_stat/publikace_pb/pzi/PZI_2010_CZ.pdf

BUSINESSINFO. *Francie: Zahraniční obchod země* [online]. [cit. 2013-03-17]. Dostupné z: <http://www.businessinfo.cz/cs/clanky/francie-zahranicni-obchod-zeme-19017.html>

INSEE *Investissements internationaux* [online]. [cit. 2013-03-16]. Dostupné z: http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=T11F144

BUSINESSINFO. *Francie: Obchodní a ekonomická spolupráce s ČR* [online]. [cit. 2013-03-12]. Dostupné z: <http://www.businessinfo.cz/cs/clanky/francie-obchodni-a-ekonomicka-spoluprace-s-cr-19018.html>

MINISTERSTVO ZAHRANIČNÍCH VĚCÍ ČR. *Francie: Obchodní a ekonomická spolupráce s ČR* [online]. [cit. 2013-03-12]. Dostupné z:

http://www.mzv.cz/jnp/cz/encyklopedie_statu/evropa/francie/ekonomika/obchodni_a_ekonomicka_spoluprace_s_cr.html

CIA - THE WORLD FACTBOOK. *Czech Republic* [online]. [cit. 2013-03-01]. Dostupné z: <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ez.html>

ČSÚ. *HDP, národní účty* [online]. [cit. 2013-03-18]. Dostupné z: http://www.czso.cz/csu/redakce.nsf/i/hdp_narodni_ucty

ČSÚ. *Zaměstnanost, nezaměstnanost* [online]. [cit. 2013-03-21]. Dostupné z: http://www.czso.cz/csu/redakce.nsf/i/zamestnanost_nezamestnanost_prace

MINISTERSTVO FINANCÍ ČR. *Tiskové zprávy* [online]. [cit. 2013-03-21]. Dostupné z: http://www.mfcr.cz/cps/rde/xchg/mfcr/xsl/tiskove_zpravy_75659.html?year=2013

CZECH TRADE. *Zahraníční obchod České republiky v roce 2011* [online]. [cit. 2013-03-21]. Dostupné z: http://www.czechtrade.cz/d/documents/01/7-infoservis/analyzy-zo-cr/2012/zahr_obchod_za_rok_2011.pdf

ČNB. *PZI a jejich vliv na tempo dlouhodobého růstu v ČR* [online]. 2004 [cit. 2013-02-23]. Dostupné z: http://www.cnb.cz/cs/verejnost/pro_media/clanky_rozhovory/media_2004/cl_04_040219b.html

MINISTERSTVO FINANCÍ ČR. *Investiční pobídky v ČR - Vývoj* [online]. [cit. 2013-02-23]. Dostupné z: http://www.mfcr.cz/cps/rde/xchg/mfcr/xsl/inv_pob_vyvoj.html

MINISTERSTVO PRŮMYSLU A OBCHODU ČR. *Obecné informace o systému investičních pobídek v ČR* [online]. [cit. 2013-03-01]. Dostupné z: <http://www.mpo.cz/dokument879.html>

CZECHINVEST. *Programy podpory* [online]. [cit. 2013-03-02]. Dostupné z: <http://www.czechinvest.org/programy-podpory>

CZECHINVEST. *AfterCare – následná péče o investory* [online]. [cit. 2013-03-03]. Dostupné z: <http://www.czechinvest.org/aftercare-nasledna-pece-o-investory>

CZECHINVEST. *Objem nových investic se dvojnásobně zvýšil oproti roku 2010* [online]. [cit. 2013-03-04]. Dostupné z: <http://www.czechinvest.org/objem-novych-investic-se-dvojnaso-bne-zvysil-oproti-roku-2010>

CZECHINVEST. *Rámcový program Ministerstva průmyslu a obchodu ČR pro podporu technologických center a center strategických služeb* [online]. [cit. 2013-03-06]. Dostupné z: <http://www.czechinvest.org/data/files/1-ramcovy-program-1128-cz.pdf>

CZECHINVEST. *Podnikání a inovace* [online]. [cit. 2013-03-25]. Dostupné z: <http://www.czechinvest.org/podnikani-a-inovace>

BUSINESS INFO. *Ministerstvo průmyslu a obchodu: Analýza konkurenceschopnosti ČR* [online]. [cit. 2013-03-08]. Dostupné z: http://www.businessinfo.cz/files/archiv/dokumenty/mpo_analyz konkurenceschopnosti_cr.pdf

WORLD ECONOMIC FORUM. *The Global Competitiveness Report 2011 - 2012* [online]. [cit. 2013-03-08]. Dostupné z: <http://reports.weforum.org/global-competitiveness-2011-2012/>

BUSINESSINFO. *Rámcová SWOT analýza socioekonomické situace ČR* [online]. [cit. 2013-03-06]. Dostupné z: <http://www.businessinfo.cz/cs/clanky/swot-analyza-socioekonomicke-situace-cr-3690.html#sil1>

MINISTERSTVO FINANCÍ ČR. *Ochrana investic* [online]. [cit. 2013-03-13]. Dostupné z: http://www.mfcr.cz/cps/rde/xchg/mfcr/xsl/ochrana_investic.html

Trésor. *Les IDE et la présence française en République tchèque en 2010*. [online]. [cit. 2013-03-17]. Dostupné z: <http://www.tresor.economie.gouv.fr/File/340577>

CZECHINVEST. *Investment Incentives* [online]. [cit. 2013-03-21]. Dostupné z: <http://www.czechinvest.org/en/dwn-investment-incentives>

Pierre Fabre [online]. [cit. 2013-03-22]. Dostupné z: <http://www.pierre-fabre.cz/>

Boiron CZ, s.r.o. [online]. [cit. 2013-03-22]. Dostupné z: <http://boiron.cz/cs/12-boiron-v-ceske-republice>

SANOFI. *Sanofi v České republice* [online]. [cit. 2013-03-22]. Dostupné z: <http://www.sanofi.cz/l/cz/cs/layout.jsp?cnt=C982C6E8-2EB6-4D9E-AD8D-D5276C539EF3>

TPCA [online]. [cit. 2013-03-23]. Dostupné z: <http://www.tpca.cz/cz/o-nas/>

Faurecia [online]. [cit. 2013-03-24]. Dostupné z: <http://www.faurecia.com/Pages/Default.aspx>

Valeo groupe [online]. [cit. 2013-03-24]. Dostupné z: <http://www.valeogroup.cz/>

Schneider Electric [online]. [cit. 2013-03-24]. Dostupné z: <http://www.schneider-electric.com/site/home/index.cfm/cz/>

Danone - Our company - Introduction [online]. [cit. 2013-04-03]. Dostupné z: <http://www.danone.com/en/company/introduction.html>

Danone [online]. [cit. 2013-04-03]. Dostupné z: <http://www.danone.cz/>

Pernod Ricard [online]. [cit. 2013-04-03]. Dostupné z: <http://pernod-ricard.com/21/home>

Jan Becher - O společnosti [online]. [cit. 2013-04-03]. Dostupné z: <http://www.janbecher.cz/cz/o-spolecnosti>

Bel Sýry Česko - O společnosti [online]. [cit. 2013-04-04]. Dostupné z: <http://www.belsyry.cz/section/o-spolecnosti>

Bongrain Foodservice [online]. [cit. 2013-04-04]. Dostupné z: <http://www.bongrain-foodservice.cz/cz/4/O-spolecnosti.html>

Saint-Gobain [online]. [cit. 2013-03-26]. Dostupné z: <http://www.saint-gobain.cz/>

Entreprise Vinci [online]. [cit. 2013-04-01]. Dostupné z: <http://www.vinci.com/vinci.nsf/fr/page/entreprises.htm>

Eurovia: ekonomické ukazatele [online]. [cit. 2013-04-01]. Dostupné z: http://www.eurovia.cz/cs/profil_spolecnosti/ekonomicke_ukazatele

Lafarge v České republice [online]. [cit. 2013-04-01]. Dostupné z: http://www.lafarge.cz/wps/portal/cz/1_1-Lafarge-v-Ceske-republice

VCES dnes [online]. [cit. 2013-04-01]. Dostupné z: <http://www.vces.cz/index.php?docid=69&lang=CZ>

Komerční banka - základní informace [online]. [cit. 2013-04-05]. Dostupné z: <http://www.kb.cz/cs/o-bance/o-nas/zakladni-informace.shtml>

AXA Česká republika [online]. [cit. 2013-04-05]. Dostupné z: <http://www.axa.cz/axa-v-ceske-republice/skupina-axa/servisni-spolecnost/>

Coface [online]. [cit. 2013-04-05]. Dostupné z: http://www.coface.cz/CofacePortal/CZ/cz_CZ/pages/home/who_we_are

Lagardère Active ČR [online]. [cit. 2013-04-05]. Dostupné z: <http://www.lagardere.cz/kdo-jsme/profil.html>

Synergie [online]. [cit. 2013-04-06]. Dostupné z: <http://synergie-recruitment.cz/o-synergie.php>

Adecco [online]. [cit. 2013-04-06]. Dostupné z: http://www.adecco.cz/o_adecco.html

Altran Groupe [online]. [cit. 2013-04-06]. Dostupné z: <http://www.altran.com/about-us/overview.html>

Veolia Transport [online]. [cit. 2013-04-06]. Dostupné z: <http://www.veolia-transport.cz/o-spolecnosti/>

Liste des tableaux

Tableau 1.1 : Les formes de l'IDE

Tableau 2.1 : Les principaux indicateurs économiques

Tableau 2.3 : La balance commerciale entre la France et la République tchèque au cours des 5 dernières années

Tableau 3.1 : Le commerce extérieur par groupes de pays

Tableau 4.1 : Le développement de l'IDE total français en République tchèque de 1993 à 2012

Tableau 4.2 : Les entreprises avec des incitations à l'investissement

Tableau 4.3 : Les entreprises françaises les plus importantes

Liste des graphiques

Graphique 2.1 : Les flux d'investissement entre la France et les pays étrangers

Graphique 3.1 : L'afflux d'investissements directs étrangers en République tchèque en 1993 – 2012

Graphique 4.1 : Les entrées d'IDE français dans les années 1993 – 2012

Graphique 4.2 : Les investissements directs étrangers en République tchèque en 2012 - la structure territoriale

Graphique 4.3 : La proportion des flux d'IDE français dans le total des IDE en République tchèque

Graphique 4.4 : La structure sectorielle des plus importants IDE français

Liste des abréviations

IDE	L'Investissement direct étranger IDE
OMC	L'Organisation Mondiale du Commerce
CNUCED	La Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement
CNB	La Banque Nationale Tchèque
OCDE	L'Organisation de coopération et de développement économiques
EUROSTAT	L' Office statistique des Communautés européennes
FMI	Le fond monétaire international
PIB	Le produit intérieur brut
UE	L'union européenne
PME	Les petites et moyennes entreprises
TPCA	Toyota Peugeot Citroën Automobile

Liste des annexes

Annexe 1 : Le commerce extérieur en 2003 – 2012

Annexe 2 : Les principaux partenaires commerciaux de la République tchèque dans les années 2007 – 2011

Annexe 3 : L'évolution des projets de développement convenus par CzechInvest dans les années 1993-2011

Annexe 4 : L'ensemble des accords bilatéraux entre la France et la République tchèque

Annexe 1

Le commerce extérieur en 2003 – 2012

En millions d'euros (prix courants)							
L'année	Chiffre d'affaires	L'exportation	L'importation	Balance	Variation annuelle de l'équilibre	L'indice	
						L'exportation	L'importation
2003	2 811 653	1 370 930	1 440 723	-69 793	1 018	109,2	108,7
2004	3 471 753	1 722 657	1 749 095	-26 438	43 355	125,7	121,4
2005	3 698 548	1 868 586	1 829 962	38 624	65 062	108,5	104,6
2006	4 249 386	2 144 573	2 104 812	39 761	1 137	114,8	115,0
2007	4 870 552	2 479 234	2 391 319	87 915	48 154	115,6	113,6
2008	4 880 225	2 473 736	2 406 489	67 246	-20 669	99,8	100,6
2009	4 127 659	2 138 623	1 989 036	149 587	82 341	86,5	82,7
2010	4 944 354	2 532 797	2 411 556	121 241	-28 346	118,4	121,2
2011	5 566 254	2 878 691	2 687 563	191 128	69 888	110,5	105,7
2012 ¹	5 820 151	3 064 807	2 755 344	309 463	118 335	106,5	102,5

¹ les données préliminaires

Source : ČNB

ČNB. *Přímé zahraniční investice* [online]. [cit. 2013-03-05]. Dostupné z: http://www.cnb.cz/cs/statistika/platebni_bilance_stat/pzi/index.html

Annexe 2

Les principaux partenaires commerciaux de la République tchèque dans les années 2007 – 2011 (l'ordre du chiffre d'affaires)

2007	2008	2009	2010	2011
1. L'Allemagne	1.	1.	1.	1.
2. Slovaquie	2.	2.	2.	2.
7. China	5.	4.	3.	3.
3. Pologne	3.	3.	4.	4.
4. France	4.	5.	5.	5.
10. Russie	7.	8.	8.	6.
5. Italie	6.	6.	6.	7.
6. L'Autriche	8.	7.	7.	8.
9. Hollande	10.	9.	10.	9.
8. Grande Bretagne	9.	10.	9.	10.
11. Hongrie	11.	11.	11.	11.
12. Belgique	12.	12.	12.	12.
14. Les États Unis	14.	14.	14.	13.
13. Espagne	13.	13.	13.	14.
17. Suisse	17.	16.	16.	15.
16. Suède	16.	17.	17.	16.
15. Japon	15.	15.	15.	17.
25. Corée du nord	22.	19.	18.	18.
18. Roumanie	18.	18.	19.	19.
20. Ukraine	19.	22.	21.	20.
21. Turquie	21.	20.	20.	21.
28. Norvège	26.	23.	23.	22.

Annexe 3

L'évolution des projets de développement convenus par CzechInvest dans les années 1993-2011

L'année	Nombre de projets	Total des investissements en millions couronnes	Emplois créés
1993	2	361	570
1994	7	2 132	1 392
1995	6	2 260	1 243
1996	5	5 217	1 865
1997	5	1 624	870
1998	16	28 621	4 164
1999	23	15 259	5 576
2000	58	94 165	19 947
2001	59	54 690	13 179
2002	57	61 715	15 862
2003	65	35 851	12 218
2004	138	55 595	21 948
2005	153	77 470	21 998
2006	176	114 617	34 824
2007	196	70 954	30 598
2008	208	27 860	14 315
2009	186	16 889	5 769
2010	209	16 248	9 423
2011	233	33 666	12 617
Total	1798	715 194	228 378

Source : Rapport annuel 2011 CzechInvest

CZECHINVEST. *Výroční zpráva 2011* [online]. [cit. 2013-03-05]. Dostupné z: <http://www.czechinvest.org/data/files/vz2011-def-3391-cz.pdf>

Les dates clés de l'année 2011

Le montant total des projets d'investissement réalisé par CzechInvest	233
Le volume des investissements promis	33,6 milliards couronnes
Nombre de nouveaux emplois créés	12 617
Les quantités et le montant des décisions de subvention des projets dans le Programme opérationnel Entreprise et de l'Innovation (OPPI)	2590 projets décidés d'une valeur de plus de 22 milliards couronnes
Présentation de la nouvelle stratégie de CzechInvest	22/09/2011
Nombre de questions concernant l'OPPI soulevée dans la Ligne verte	11 457
Nombre de consultations prévues par les bureaux régionaux	30 493
Nombre de séminaires	261
Nombre d'employés CzechInvest	234

Source : Rapport annuel 2011 CzechInvest

CZECHINVEST. *Výroční zpráva 2011* [online]. [cit. 2013-03-05]. Dostupné z: <http://www.czechinvest.org/data/files/vz2011-def-3391-cz.pdf>

Annexe 4

L'ensemble des accords bilatéraux entre la France et la République tchèque

Accord entre la République tchécoslovaque et la République française relatif aux services aériens,

signé Prague le 27 juillet 1946, Publication: R.G.T.F. 1- re série, vol. IV, No 35
Arrangement de l'accord relatif aux services aériens du 27 juillet 1946, conclu par échange de notes verbales du 1-er septembre 1948 et du 7 octobre 1948
Procès-verbal et arrangement de l'accord relatif aux services aériens du 27 juillet 1946, signé le 8 avril 1960

Accord sur les restitutions entre la République tchécoslovaque et la France,

signé le 20 novembre 1946, Publication: J.O. du 15 janvier 1948, p. 469
Protocole sur les restitutions entre la République tchécoslovaque et la France, signé le 15 février 1955

Convention entre la République tchécoslovaque et la République française sur les pensions en cas de décès ou d'invalidité aux victimes de la guerre de 1939-1945, signée le 1-er décembre 1947, Publication: J.O. du 12 mai 1950, p. 5184

Accord sur les intérêts français dans les entreprises tchécoslovaques nationalisées,

signé à Paris le 6 août 1948

Accord spécial entre la République tchécoslovaque et la France sur le dédommagement des intérêts français touchés par la nationalisation et la confiscation des biens,

signé à Paris le 6 août 1948

Accord général sur la sécurité sociale entre la République tchécoslovaque et la République française comprenant l'accord d'amendement, le Protocole spécial et le Protocole final,

Signé à Paris le 12 octobre 1948, Publication: J.O. du 28 juillet 1949, p.7392

Avenant à l'accord général sur la sécurité sociale entre la Tchécoslovaquie et la France sur la sécurité sociale,

signé à Paris le 17 octobre 1967, Publication: J.O. du 29.1.1970, p. 1105

Avenant à l'accord d'amendement de l'accord général du 12 octobre 1948 entre la Tchécoslovaquie et la France sur la sécurité sociale,

signé à Paris le 17 octobre 1967, Publication: J.O. du 29.1.1970, p. 1105

Protocole relatif au régime d'assurance sociale, pour les étudiants tchécoslovaques, faisant leurs études en France et pour les étudiants français faisant leurs études en Tchécoslovaquie,

signé à Paris le 17 octobre 1967, Publication: J.O. du 29.1.1970, p. 1105

Protocole sur l'additif fait d'après la loi française du 30 juin 1956,

signé à Paris le 17 octobre 1967, Publication: J.O. du 29.1.1970, p. 1105

Arrangement administratif Nos 1 et 2 du 30 janvier 1970 concernant les modalités d'application de la convention générale sur la sécurité sociale du 12 octobre 1948

Arrangement administratif Nos 1 et 2 du 30 janvier 1970 concernant les modalités d'application de la convention générale sur la sécurité sociale du 12 octobre 1948/ (avec son avenant du 17 octobre 1967) et de l'accord complémentaire du 12 octobre 1948 (avec son avenant du 17 octobre 1967) sur le régime applicable aux travailleurs des mines et établissement assimilés

Traité entre la République tchécoslovaque et la République française sur la satisfaction de certains intérêts français en Tchécoslovaquie,

signé à Prague le 2 juin 1950

Avenant au traité entre la République tchécoslovaque et la République française sur la satisfaction de certains intérêts français en Tchécoslovaquie du 2 juin 1950,

signé à Paris le 6 juin 1956

Protocole portant sur la modification de certaines questions financières entre la République tchécoslovaque et la République française,

signé à Paris le 6 juin 1956

Accord concernant les paiements entre la République tchécoslovaque et la République française,

signé à Paris le 16 janvier 1964, Publication: R.G.T.F., 2e série, Vol.1, No 397

Protocole sur la modification de questions en discussion entre la République tchécoslovaque et la France,, signé à Paris le 16 janvier 1964

Accord entre le Gouvernement de la République tchécoslovaque et le Gouvernement de la République française sur la coopération scientifique et technique,

signé à Prague le 29 juin 1965, Publication: J.O. du 26 février 1966, p. 1596

Convention vétérinaire entre le Gouvernement de la République tchécoslovaque et le Gouvernement de la République française,

signée à Paris le 17 octobre 1967, Publication: J.O. du 11 janvier 1968, p. 436

Accord culturel entre le Gouvernement de la République tchécoslovaque et le Gouvernement de la République française,

fait à Paris, le 26 octobre 1967, Publication: J.O. du 21 septembre 1968, p. 8956

Accord entre le Gouvernement français et le Gouvernement de la République tchécoslovaque sur la coproduction et les échanges de films,

signé à Paris le 6 mars 1968, Publication: J.O. du 17 septembre 1968, p. 8821

Accord entre le Gouvernement de la République tchécoslovaque et le Gouvernement de la République française sur le transport routier international,

signé à Prague le 21 septembre 1968, Publication: J.O. du 20 juin 1969, p. 6225

Convention consulaire entre la République tchécoslovaque et la République française,

signée à Prague le 22 janvier 1968, Publication: J.O. du 10 mars 1971, p. 2333

Protocole sur les marques d'origines et sur les marques déposées (République tchécoslovaque - France),

Prague, le 23 février 1970

Traité entre le Gouvernement de la République tchécoslovaque et le Gouvernement de la République française sur la coopération économique dans le domaine des industries (ensemble un aide-mémoire et des annexes),

signé à Prague le 23 février 1970, Publication: R.G.T.F. 2e série, vol. II, No 779 bis

Convention entre le Gouvernement de la République tchécoslovaque et le Gouvernement de la République française tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôt sur le revenu,

signée à Paris le 1-er juin 1973, Publication: J.O. du 2 octobre 1975, p. 10190

Arrangement administratif entre le ministère fédéral des communications de la République tchécoslovaque et le secrétariat d'Etat des postes et télécommunications de la République française dans le domaine des postes et télécommunications,

signé à Prague le 15 septembre 1977

Accord entre le Gouvernement de la République tchécoslovaque et le Gouvernement de la République française sur la coopération dans le domaine du tourisme

signé à Paris le 3 mai 1978, Publication: J.O. du 29 mars 1979, p. 683

Accord entre le Gouvernement de la République tchécoslovaque et le Gouvernement de la République française sur l'aide juridique, la reconnaissance et l'exécution d'un jugement dans les affaires civiles, familiales et commerciales,

signé à Paris le 10 mai 1984, Publication: J.O. du 21 juillet 1985, p. 8287

Accord sur la coopération économique, industrielle et technique entre le Gouvernement de la République tchécoslovaque et le Gouvernement de la République française,

signé à Prague le 23 janvier 1986, Publication: J.O. du 17 mai 1986, p. 6453

Accord entre le Gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque et le Gouvernement de la République française sur la suppression de l'obligation de visas pour les séjours de courte durée (échange de notes des 10 et 11 juillet 1990),

signé à Prague le 11 juillet 1990, Publication: J.O. du 22 décembre 1990, p. 15869

Accord entre le Gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque et le Gouvernement de la République française portant sur la création de centres culturels et des conditions de leurs activités,

signé à Prague le 13 septembre 1990, Publication J.O. 1998, p.1490

Accord entre le Gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque et le Gouvernement de la République française sur la coopération dans le domaine de l'éducation,

signé à Prague le 13 septembre 1990, Publication: J.O. du 27 mars 1991, p. 4196

Accord sur le soutien mutuel et la protection des investissements entre la République fédérative tchèque et slovaque et la République française,

signé à Prague le 13 septembre 1990, Publication: J.O. du 29 janvier 1992, p. 1424

Protocole sur la collaboration entre le ministère fédéral des affaires étrangères de la République fédérative tchèque et slovaque et le ministère des affaires étrangères de la République française ,

signé à Paris le 7 mai 1991

Accord entre le comité fédéral pour environnement de la République fédérative tchèque et slovaque et le ministère de l'environnement de la République française sur la coopération dans le domaine de l'environnement,

signé à Dobříš le 21 juin 1991

Traité d'entente et d'amitié entre la République française et la République fédérative tchèque et slovaque,

signé à Paris le 1-er octobre 1991, Publication: J.O. du 29 octobre 1992, p. 15011

Accord entre le Ministère de l'intérieur de la République tchèque, le Ministère de l'intérieur de la République slovaque d'une part et le Ministère de l'intérieur de la République française d'autre part relatif l'encouragement du développement démocratique de l'administration locale en République tchèque et slovaque,

signé à Paris, le 5.12.1991

Accord entre le Ministère de l'industrie et du commerce de la République tch quet et le Crédit National agissant pour le compte du Gouvernement français,

signé à Prague le 24 mai 1993

Protocole sur la coopération entre le Ministère de l'éducation nationale de la jeunesse et des sports de la République tchèque, le Ministère de l'éducation nationale et de la culture de la République française et le Secrétaire d'Etat pour l'enseignement technique,

signé à Paris le 28 janvier 1993

Accord entre le Gouvernement de la République tchèque et le Gouvernement de la République française sur la coopération et les échanges dans le domaine de la jeunesse et des sports,

signé à Prague le 12 juillet 1993

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tchèque relatif la succession en matière de traités conclus entre la France et la Tchécoslovaquie (ensemble deux annexes)

signés à Prague le 16 mai 1995 et Paris le 19 juin 1995, Publication: J.O. 1998, p. 14518
Convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tchèque pour la prévention, la recherche et la poursuite des fraudes douanières,

signée à Prague le 13 février 1996, Publication: J.O. 1998, p. 11025

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tchèque relatif la coopération en matière policière, de sécurité civile et d'administration publique,

signé à Prague le 2 avril 1997, Publication: J.O. 1997, p. 16109

Arrangement entre le Ministre de la défense de la République tchèque et le Ministre de la défense de la République française relatif la coopération dans le domaine de la défense,

signé à Paris le 14 novembre 1997

Programme de la coopération bilatérale dans le domaine de l'éducation entre le Gouvernement de la République tchèque et le Gouvernement de la République française pour les années 2000-2002,

signé à Paris le 9 novembre 1999

Arrangement entre le Ministère de la défense de la République tchèque et le Ministre de la défense de la République française relatif la coopération dans le domaine des carburants et lubrifiants,

signé à Paris le 22 novembre 2000

Source: L'Ambassade de la République tchèque à Paris, Conventions bilatérales
L'AMBASSADE DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE À PARIS. *Conventions bilatérales* [online]. [cit. 2013-03-12]. Dostupné z:
http://www.mzv.cz/paris/fr/republique_tch_que/conventions_bilaterales/index.html